

LUNDI 17 FEVRIER 2014

- = La crise n'est pas financière, mais énergétique... p.1
- = La crise poursuit son cours normal... (Leconte, GEAB et Jovanovic) p.3
- = Après le FMI et la Bundesbank, l'UE veut « mobiliser » votre épargne p.13
- = La mobilité géographique diminue avec la crise aux Etats-Unis p.14
- = La crise du crédit menace toujours... en Chine et ailleurs p.16
- = La solitude du panneau routier en haute montagne p.19
- = « Édition spéciale : point sur les cours de l'or, une nouvelle étape et le retour de la hausse ! » p.21
- = Politiques monétaires : toujours plus p.36
- = Thatcher , Reagan , Crises Financière et Crises des Monnaies p.40
- = Ce qui nous attend pour 2017 et au-delà si nous n'y prenons garde... p.45
- = Les tempêtes sont naturelles... p.49
- = Un fauteuil dans le sens de l'histoire p.50
- = Plus on avance moins vite, moins on progresse plus lentement et plus c'est moins cher ! p.51
- = Propagande : "Croissance : les bonnes nouvelles de l'Insee" p.53



La crise n'est pas financière, mais énergétique...

Patrick Reymond Lundi 17 février 2014

Ou l'art, pour la denrée appelée "économiste", d'enfoncer des portes ouvertes. Même grandes ouvertes ? N'importe quel pékin a vu l'augmentation du prix du pétrole, et je me rappelle l'époque où je trouvais le gazole cher. Il était à 0.90 euros le litre.

Depuis 1999, l'époque où le pétrole était à 10 \$ le baril, il a vu son prix multiplié par 10.

Depuis 1999, l'époque où le pétrole était à 11 euros le baril, il a vu son prix multiplié par 8.

Bref, peu importe le montant total de l'augmentation, il est carabiné.

Seul le titre est évocateur : " La Crise incomprise, Quand le diagnostic est faux, les politiques sont néfastes ".

On le voit, malgré l'envol du prix, la production qui devrait, dans la théorie, s'accroître, ne s'accroît plus depuis 2007.

S'il y a une chose que les pays producteurs ne savent pas faire, c'est bien brider leur production. A toutes les époques, ils produisent au maximum, soit pour compenser la baisse, soit pour profiter de la hausse. Seul faisait exception l'Arabie Saoudite dont l'indépendance vis-à-vis des USA était

théorique, le faisait, d'autant plus facilement qu'ils disposaient du seul gisement qui veuille bien se comporter comme une simple citerne, le gisement géant de Ghawar.

"Agir comme un monstre invisible", il faut vraiment être paumé dans les palais présidentiels, pour voir un "monstre invisible".

Il est, au contraire, bien visible. Circulant souvent à contre-temps, je me suis pris à maintes reprises pour David Vincent. Ou pour le survivant.

Il existe, certes, une élasticité des prix, mais celle-ci se décale, sans cesse, vers le haut. Le maximum a été de 147 \$ le baril, contre une centaine aujourd'hui, mais ce sont des "hausse mal amorties en hausse mal amorties", dont le seul exemple comparable fut l'augmentation des prix agricoles au XVI^e siècle, consécutif au déversement de l'argent espagnol d'Amérique.

Il y a deux manières de répondre, paupérisation et modernisation. La modernisation se fait insensiblement, mais sans changer l'architecture du modèle. Sans cesse plus de transports, mais c'est là que le bât blesse.

La paupérisation, elle, est visible. En 2013, 33 % des athéniens ayant un chauffage au fioul ne se chauffait plus, faute de moyens, cette année, c'est 44 %. Mais rassurons nous, nous dit on, la Grèce sort de la récession.

Enfin non, le rythme de la récession diminue.

C'est sûr que ~~l'année prochaine~~, non en ~~2016~~... non en 2117, elle sera finie...

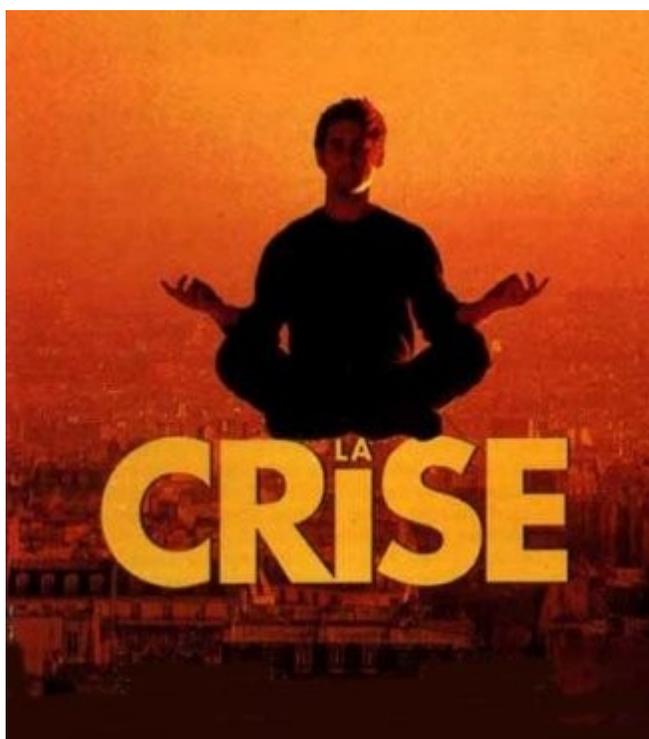
Dans le contexte actuel, vouloir freiner, comme actuellement, les énergies renouvelables, est un suicide, et le voyage de Normal aux USA, le monument de la bêtise la plus extrême et la plus accomplie.

Simplement, comme le dit le livre, quand le diagnostic est erroné, la réponse est automatiquement, mauvaise.

Normal 1^o devient donc Mauvais II (le premier, c'était Nabu). Mais il est encore plus méchant que bête, et encore plus bête et méchant que Nabu.

La crise poursuit son cours normal...

Publié par medisma sur 16 Février 2014, 19:37pm



I- Les Etats Européens : La condition sine qua non pour une sortie de crise est la reconquête par ces Etats de leurs souverainetés nationales

Pierre Leconte Forum monétaire de Genève 15 février 2014

Les dirigeants européens qui, pour l'essentiel d'entre eux, sacrifient la prospérité de leurs peuples et la souveraineté de leurs Nations à leurs intérêts particuliers... ne sont plus légitimes.

Le vote du 9 février 2013 de la majorité du peuple et des cantons de Suisse en faveur de l'arrêt de l'immigration de masse qui les menace doit être salué non comme un vote de repli craintif ou même d'hostilité à l'égard des étrangers mais comme une avancée démocratique et un coup de semonce populaire en direction des dirigeants politiques et économiques suisses et européens qui depuis des années ne tiennent pas compte de leurs aspirations. Dirigeants qui, pour l'essentiel d'entre eux, sacrifient la prospérité de leurs peuples et la souveraineté de leurs Nations à leurs intérêts particuliers ayant pris le pas sur l'intérêt général et à leur rêve européiste ayant déjà échoué, ne sont plus légitimes. Dans la mesure où la plupart des difficultés que rencontrent les États-Nations européens trouvent leur source dans la

construction européenne bâclée que leurs dirigeants poursuivent, sans consulter leurs peuples voire en passant outre à leurs exigences légitimes (cf. le non respect du vote majoritaire des Français à 55% par référendum du 29 mai 2005 contre la constitution européenne que Sarkozy et Fillon ont pourtant fait ensuite adopter par le Parlement français alors à leur botte et qui osent encore se dire gaullistes !!!), ni du tout savoir comment et où ce processus chaotique destructeur forcé les conduit. L'exemple de l'euro, qui a provoqué un endettement, une recession/déflation et un chômage massifs (comme jamais auparavant en Europe continentale depuis les années 1930) problèmes dont il n'y a pas de résolution possible sans revenir aux monnaies nationales, étant à cet égard caricatural.

Les Suisses vivant dans le seul Etat encore véritablement démocratique d'Europe, parce qu'étant les seuls à bénéficier de la possibilité de se prononcer sur toutes les questions qui les concernent via le référendum d'initiative populaire alors que les autres Etats en privent leurs citoyens, ont réveillé leurs voisins. Il est probable que, lors du vote pour les députés au Parlement européen de mai 2014, la dynamique qu'ils ont enclenchée se poursuive et se développe pour culminer dans une remise en question de l'ensemble de la construction européenne actuelle... D'autant que se précise une aggravation de la déflation européenne, et donc du chômage de masse en zone euro, accompagnée du retour de fortes tensions à l'Est (Ukraine, Bosnie, etc.), surtout si un nouvel accès de faiblesse du dollar US -que nous évoquons en fin de ce commentaire- renchérisait encore plus l'euro avec pour conséquence une nouvelle détérioration de la situation économique-sociale du Sud de l'Eurozone et de la France. Au moment où les autorités européennes s'agitent pour faire main basse sur les actifs des épargnants...

Aucun pays prétendant assurer sa survie et son développement ne doit accepter de renoncer à sa souveraineté, faute de quoi il disparaîtra et son peuple sera sacrifié. Aucun des pays qui comptent dans le monde (USA, Chine, Russie, Japon, Inde, Brésil, Australie, Canada, Iran, Arabie Saoudite, Turquie, Israël et beaucoup d'autres) n'ayant renoncé à mettre en œuvre leurs propres politiques nationales, il n'y a pas de fatalité à ce que l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Italie, etc. se résignent à y renoncer au nom d'intérêts financiers et géopolitiques euro-mondialistes ou pour tomber sous la domination américaine (ce qui revient plus ou moins au même), qui ne sont pas conformes à leurs identités nationales comme à leurs besoins

actuels et futurs. Ce qui n'empêcherait pas leur coopération librement consentie mais sur des sujets limités d'intérêt commun, au lieu de vouloir les faire disparaître dans un Super-État européen centralisé, que leurs peuples refusent parce que non démocratique, non économique et non efficace, dont la construction forcée mènera à des troubles politiques et sociaux croissants et peut-être même à une guerre en Europe. Tous les Etats du monde défendent leurs frontières et n'admettent sur leur territoire qu'une immigration limitée choisie, il n'y a que ceux d'Europe de l'Ouest (à l'exception du Royaume Uni qui a eu la sagesse de ne pas entrer dans les accords de Schengen et de ne pas adopter l'euro) a avoir transféré ces prérogatives régaliennes essentielles à une structure supra nationale passoire incapable de les assurer, d'où la nécessité de mettre un terme à ces accords de Schengen qui favorisent en Europe une immigration massive causant des effets directs et indirects négatifs (dumping social et salarial, coûts énormes d'intégration et de délinquance, etc.).

Quant à la Suisse, n'étant pas membre de l'Union européenne, elle doit sortir de suite des accords de Schengen auxquels ses dirigeants n'auraient jamais dû adhérer. Mais l'attitude desdits dirigeants qui, depuis le 9 février, demandent des excuses au monde entier au sujet de la décision majoritaire de leur peuple et de leurs cantons, n'augure pas d'une décision rapide dans ce sens.

L'incertitude continue de dominer les marchés financiers, dont les manipulations dans tous les sens par de plus en plus d'acteurs rendent leurs évolutions à venir difficiles à prévoir. Nous restons investis en dollars US (qui donne toutefois de nouveaux signes de faiblesse par suite du retournement du dollar US/yen diminuant le "yen carry trade") et en francs suisses dont nous augmenterons prochainement la part (pas d'euros -qui ne nous inspire pas du tout confiance parce qu'il n'est pas durablement viable-), surtout long US Treasury Bonds et plus faiblement short actions US. Nous avons le 12 février repris, et ensuite ces jours derniers augmenté, des positions longues sur l'or et l'argent-métal avec comme prochains objectifs 1.360 et 23, l'or ayant cassé par une double clôture sa résistance vers 1.280 USD l'once et la BCE risquant d'instituer un taux d'intérêt à court terme négatif (ce qui accroîtrait la liquidité des marchés financiers dont une partie pourrait s'investir dans les métaux précieux, l'essentiel allant toutefois dans les obligations d'Etat comme cela a déjà commencé).

A noter que plus personne ne comprend ce que fait la Chine avec le métal jaune, une sombre histoire de disparition de 500 tonnes d'or à l'intérieur de la Chine -qui ont probablement été piratés par les dirigeants politiques corrompus de ce pays et donc ne se retrouvent plus dans les coffres de la banque centrale chinoise- excitant actuellement les spéculateurs qui espèrent qu'elle pourrait donc devoir les acheter sur le marché international à nouveau !!!

Le graphique du ratio Standard & Poors 500/TLT montrant que, depuis le début 2014, les actions US se sont retournées à la baisse contre les obligations d'Etat US (ce qui est la conséquence comme nous l'avons déjà exposé de la réduction du QE aux USA), les actions US devraient aller beaucoup plus bas et les obligations d'Etat US devraient aller beaucoup plus haut:

De plus en plus d'investisseurs sortent des actions et vont dans les obligations.

- Les difficultés des pays émergents à sortir de leur crise monétaire provoquée par leurs déficits de comptes courants, de la Chine dont le système bancaire et de crédit est au bord du défaut généralisé et du Japon dont la politique ultra keynésienne dite Abenomics est en train d'échouer, tout cela sur fond de récession/déflation européenne et de croissance zéro américaine en raisons de l'endettement massif des pouvoirs publics -et du chômage qui continue de sévir- des deux côtés de l'Atlantique, mais aussi la baisse des profits des entreprises en même temps que la croissance mondiale faiblit, conduisent plusieurs analystes à envisager un krach prochain des marchés d'actions. Ce qui est évidemment possible (mais non certain), d'autant que les principales banques centrales, ayant gaspillé leurs munitions, sont quasiment sans moyen pour poursuivre leurs opérations de manipulation des actions et que les grandes banques privées, dont les bilans sont loin d'être assainis, ont cessé de prêter. Bref, c'est la panne globale... dont la sortie sera brutale et probablement douloureuse pour les épargnants-investisseurs ayant encore sur les marchés financiers des positions trop importantes et trop risquées.

Le US Dollar Index, qui est monté depuis mi 2011 (en particulier du fait de la crise de la dette en zone euro puis de la politique japonaise de destruction

du yen) est dans une configuration à nouveau plutôt baissière. Ce qui serait conforme à notre prévision de baisse des taux d'intérêt US à moyen et long termes, propulsant les US Treasury Bonds beaucoup plus haut, qui affaiblirait le USD Index. Et à la prévision de Saxo Bank de forte baisse du dollar US/yen s'accompagnant d'une chute des marchés boursiers d'actions (le Nikkei en particulier). Le retournement du USD Index pourrait s'accélérer au bénéfice principal du franc suisse et de la livre sterling. La cassure à la baisse de 79 sur le USD Index pouvant le ramener vers 75 voire 73. Ce qui évidemment propulserait l'or et l'argent-métal beaucoup plus haut que leurs objectifs actuels de reprise vers 1.360 et 23 USD l'once et même les faire remonter vers 1.430 et 25... Avant leur rechute, les grandes banques restent baissières et donc prêtes à shorter leurs reprises.

- Décidément l'année 2014 n'a pas fini de réserver des surprises. Ce qui illustre la grande difficulté de la prévision sur les marchés financiers par essence chaotiques, dont les manipulations s'ajoutent à leur "mouvement brownien" naturel.

L'or et l'argent-métal ont cassé à la hausse mais l'indice des mines australiennes (le plus fiable pour la tendance des actions des sociétés minières) pas encore. (FMG)

II- 2014, reprise du cours « normal » de la crise systémique globale

- Communiqué public GEAB N°82 (15 février 2014) -



L'avalanche de liquidités issue du quantitative easing de la Fed a permis en 2013 aux logiques du monde d'avant de se réveiller : endettement, bulles, mondialisation, financiarisation... Mais il a suffi d'un léger ralentissement

dans les montants astronomiques injectés chaque mois par la banque centrale américaine pour que la crise rampante, enfouie sous ces monceaux de liquidités, reprenne ses droits. Comme anticipé, la méthode consistant à « résoudre » la crise en accentuant les excès qui l'ont causée est inopérante, provoquant au contraire une crise au carré. On peut y trouver tout de même un avantage réel : elle permet de gagner du temps que tout le monde utilise au mieux.

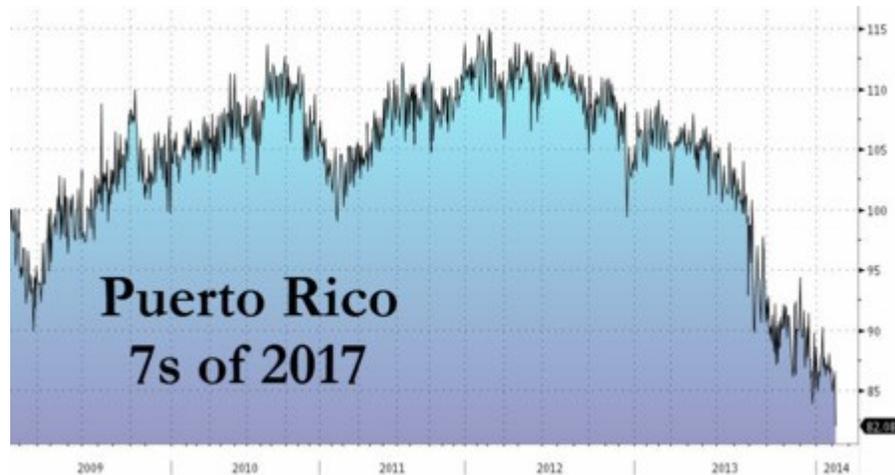
Tout au long de l'année 2014, nous allons à nouveau assister au déploiement « normal » de la crise systémique globale, phase de transition majeure entre deux systèmes d'organisation mondiale, une crise historique qui va bien au-delà d'une crise économico-financière, on commence à le voir clairement. C'est pourquoi aux côtés des graves dangers pesant sur les bourses, les banques, l'immobilier et plus généralement l'économie, l'ordre du jour comprend également l'amplification de la colère des peuples et du rejet des systèmes politiques en place, l'aggravation des tensions géopolitiques et le repli des blocs sur eux-mêmes.

La courroie de distribution de ce renouveau de la crise est mue en premier lieu par le taper (réduction du programme de QE de la Fed) qui a immédiatement entraîné les secousses que l'on sait sur les monnaies émergentes. Outre l'impact néfaste que cela a sur l'économie mondiale, notre équipe anticipe que ces chocs vont provoquer un effet boomerang sur les États-Unis et enclencher pour finir l'engrenage de la dévaluation massive du dollar, déstabilisant tout ce qu'il reste de l'ancien système dont il est le pilier.

LE MAUVAIS CALCUL DU TAPER

Derrière la décision de la Fed d'arrêter progressivement son programme d'assouplissement quantitatif (1) se cachent plusieurs réalités. La première est évidemment son inefficacité envers l'économie réelle et surtout les risques de plus en plus grands qu'il fait courir en créant bulles et addictions diverses, et en distordant toute capacité d'appréhension de la réalité. La deuxième tient sans doute à la volonté de « montrer » que la situation s'améliore et que la Fed peut se désengager sans risque. La troisième est moins avouable : consciente de l'addiction créée en 2013 des pays émergents envers les liquidités de la Fed, son annonce ne pouvait manquer de faire trébucher ceux-

ci. Ils font donc maintenant les gros titres de la presse économique, tandis que la situation américaine passe au second plan. Qui se rappelle en effet que le Porto Rico est en train d'exploser (2) (comme anticipé au GEAB n°77) ? Ou que Chicago ne se sort pas de ses dettes (3), ou que les foodstamps, pilier de l'aide sociale américaine, continuent d'être rabaissés (4) alors que de plus en plus de ménages en dépendent ? Ou enfin que la pauvreté infantile atteint des niveaux difficilement imaginables pour un pays prétendu développé (5) ?



Valeur des obligations du Porto Rico à échéance 2017. Source : ZeroHedge.

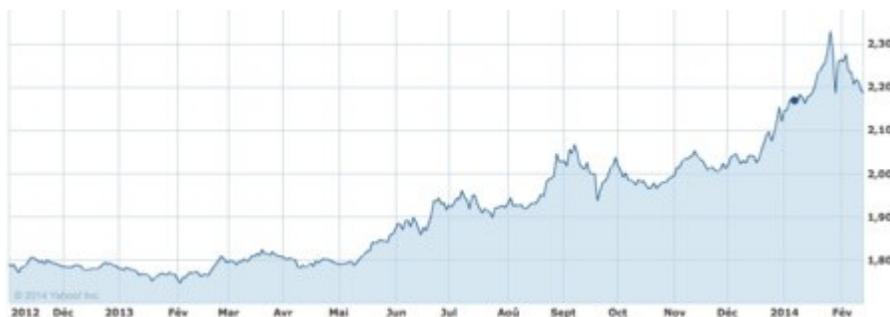
Pourtant – on nous excusera la reprise facile d'une publicité devenue célèbre – il y a un deuxième effet KissCool. Pour le voir, nous devons prendre de la hauteur et revenir aux fondamentaux quitte à simplifier une situation mondiale que personne actuellement ne comprend vraiment.

Le quantitative easing de la Fed a eu pour conséquence une surabondance de liquidités sur les marchés financiers qui sont allés investir cet argent là où de vraies dynamiques productives fournissent des opportunités d'investissements et de fructification : dans les pays émergents. Bien évidemment, cette inondation d'argent facile a soutenu artificiellement la croissance de ces pays, qui aurait dû être moins élevée en ces temps de crise. Pis, en 2013, cela a provoqué un regain de logiques du monde-d'avant, monde dans lequel l'argent n'est utilisé que pour emprunter plus d'argent, avec au programme re-financiarisation, ré-endettement, ré-addiction au dollar, ré-intrication de la planète, re-mondialisation effrénée ignorant les intérêts des populations (fournissant par exemple un ballon d'oxygène aux fastidieuses négociations des traités de libre-échange trans-pacifique TPP et transatlantique TTIP), etc.

Cette absorption de dollars par les seuls pays ayant une croissance suffisante pour pouvoir les utiliser explique en grande partie l'absence de dévaluation du dollar ou d'inflation aux États-Unis malgré la politique de la Fed : la dévaluation qui aurait dû aller de pair avec une telle création monétaire, a été absorbée par le dynamisme économique du reste de la planète.

Mais quelque chose a fait que la Fed ne pouvait plus continuer. Probablement le fait que pour avoir un quelconque impact sur l'économie américaine, les quantités d'argent créé auraient dû augmenter constamment, ce que de plus en plus de monde dans les cercles de la Réserve Fédérale elle-même renâclait à faire. Rester au même niveau de 85 milliards de dollars par mois, correspondait de fait déjà à un ralentissement. Dans ce cas, autant rétrograder et tenter de sortir du piège.

Depuis début janvier, la Fed a ainsi réduit de 10 milliards de dollars le rythme mensuel de ses achats, et à nouveau de 10 milliards début février, soit à présent des achats de 30 milliards de titres hypothécaires et 35 milliards de bons du trésor par mois. Or cette baisse du soutien signifie que le quart de « l'aide » indirecte aux pays émergents s'est envolée... Il est donc logique que l'activité économique de ces pays baisse, et par conséquent aussi leur monnaie (6).



Nombre de liras turques par dollar (USD/TRY), novembre 2012 – février 2014. Source : Yahoo Finance.

C'est là que commence l'effet boomerang. Premièrement, les investissements occidentaux dans les économies émergentes valent d'autant moins que la monnaie se dévalue, donc une part des actifs des investisseurs a bel et bien disparu, provoquant une forte tension sur les marchés financiers. Mais, plus important, pour enrayer la baisse de leur monnaie, les banques

centrales des pays émergents vendent leurs réserves de dollars pour racheter leur propre monnaie sur les marchés (7), résultant en un surplus de dollars et une hausse de la demande de monnaie locale, ce qui fait mécaniquement monter la monnaie locale (8). Par exemple, dans ce genre de période la Turquie, l'Inde, le Brésil, l'Indonésie entre autres, se délestent chacun de l'ordre de dizaines de milliards de dollars par mois (9).

Cela signifie que d'acheteurs de dollars, les émergents sont devenus vendeurs. En d'autres termes, les seuls pays capables d'absorber les dollars excédentaires les rejettent maintenant. Récapitulons : la Fed et le trésor continuent d'inonder la planète de 65 milliards de dollars par mois, mais plus personne n'en veut... Où peuvent-ils s'écouler dorénavant ? Dans les quelques pays producteurs de pétrole qui le vendent encore en dollar, mais surtout aux États-Unis bien sûr. Et que peut en faire l'économie atone de ce pays ? Pas grand-chose... certainement pas autant que ce qu'en faisaient les émergents (10).

[...]

Notes :

1 Source : [Reuters](#) (29/01/2014).

2 Sources : [Reuters](#) (07/02/2014), [CNBC](#) (07/02/2014).

3 Source : « Chicago is on the road to Detroit », [Chicago Tribune](#) (05/02/2014).

4 Mesure adoptée en catimini derrière le succès affiché de la réforme des aides agricoles. Source : [New York Times](#), 05/02/2014.

5 Source : [Washington Informer](#), 08/02/2014.

6 Notre équipe estime que pour une fois le taux des monnaies émergentes n'est pas relatif aux mouvements du dollar mais à une réalité économique.

7 Monnaie qu'ils avaient dû vendre en masse, en 2013 notamment, pour faire face à la dévaluation de fait du dollar qui faisait monter les autres monnaies et risquait de ralentir les exportations.

8 Le dollar, lui, ne baisse pas immédiatement car la petite dévaluation qui devrait avoir lieu est d'une part diluée dans les quantités de dollars en circulation, et d'autre part compensée par le fait que le dollar

est habituellement considéré comme monnaie-refuge face à des monnaies locales qui tanguent.

9 Sources : [CentralBanking.com](#) (« Central Bank of Turkey sells \$2.5bn in one day », 23/01/2014), [Vox](#) (« Brazil's central bank has intervened heavily, spending more than \$50 billion and promising to double that by the end of the year », 25/09/2013), etc.

10 Un peu à tort et à travers, il faut avouer.

III- Pierre Jovanovic sur la libre antenne de Méta TV



En 4 parties :

partie 1 : http://www.dailymotion.com/video/x1b8wcb_pierre-jovanovic-face-aux-metanautes-sur-la-libre-antenne-de-meta-tv-1-4_news?start=1

Partie 2 : http://www.dailymotion.com/video/x1b93ss_pierre-jovanovic-face-aux-metanautes-sur-la-libre-antenne-de-meta-tv-2-4_news#from=embediframe

Partie 3 :

Après le FMI et la Bundesbank, l'UE veut « mobiliser » votre épargne

Wikistrike et Express.be 17 février



Après [le FMI](#) et [la Bundesbank](#), c'est maintenant au tour de l'Union européenne de suggérer ouvertement que l'épargne des citoyens européens pourrait être utilisée pour renflouer l'économie des Etats membres. [Reuters](#)

rapporte que l'UE a publié un document qui explore une nouvelle méthode pour libérer le bloc de sa trop grande dépendance à l'égard des banques : il prévoit une « mobilisation » des économies des 500 millions de citoyens.

« La crise financière et économique a sapé la capacité du secteur financier à transférer des fonds vers l'économie réelle, en particulier l'investissement de long terme », indique-t-il. Pour certains commentateurs, il s'agit d'une confession de l'incapacité de l'UE de trouver des solutions viables pour résoudre la crise, cinq ans après le début de celle-ci.

Le document prévoit également qu'au cours du second semestre, la commission demandera à l'EIOPA, l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles, de lui proposer un projet de loi pour « mobiliser plus d'épargne de retraite pour des financements de long terme ». Les banques se sont en effet plaintes qu'elles n'avaient plus la capacité de prêter aux entreprises en raison de la nouvelle réglementation bancaire, mise en place après la crise, qui les force à disposer d'un plus grand ratio de réserves. Les dirigeants européens prévoient également de mener une étude d'ici la fin de cette année pour déterminer la faisabilité de la mise en place d'un compte d'épargne européenne, qui pourra être ouvert à tous et dont l'objet sera de mettre des fonds à la disposition des PME, pour leur permettre d'investir.

Les critiques observent que c'est désormais l'Union qui va décider de la destination de nos économies. Dans ce cas, le terme « confiscation » est donc peut-être plus approprié que « mobilisation ».

Source: Express.be

Au final, les USA ne compte que sur l'accord transatlantique pour se faire encore plus d'argent et pour tenter d'être sauvés d'un éventuel krach économique qu'ils repoussent inlassablement en maquillant les chiffres, en relevant le plafond de la dette et en empruntant toujours plus, l'EU se transforme en dictature en légalisant le braquage et celui qui n'est pas d'accord risque d'en subir les conséquences, la population s'appauvrit un peu plus chaque jour mais continue à être bien gentille bien docile la télé aidant, bref, pour parler franchement, c'est la merde, et cela ne risque pas de s'arranger!

Comment être plus clair? Besoin d'une démonstration avec chiffres et graphiques à la clé? La prise de conscience n'en sera pas meilleure de toute manière, alors préparez-vous, préparons-nous, et sachons utiliser toutes les

ficelles mises à notre disposition pour préparer l'avenir!

La mobilité géographique diminue avec la crise aux Etats-Unis

17 fév 2014 | [Bill Bonner](#)

▪ Nous avons passé la journée de vendredi devant la cheminée. Il y avait une coupure de courant dans l'hôtel où nous sommes bloqué par la neige. Tout ce que nous pouvions faire, c'était entretenir les flammes et ne pas nous en éloigner. Hélas, le bois était un peu vert. Il absorbait la majeure partie de la chaleur au lieu de la diffuser dans la pièce.

Nous avons fait la connaissance des autres réfugiés de l'hôtel. Il s'est avéré que bon nombre d'entre eux venaient de Baltimore... et certains étaient des amis de nos amis. L'atmosphère était donc conviviale — à défaut d'être chaleureuse. La bonne humeur régnait à tel point que nous avons eu du mal à écrire.

Les actions ont repris du terrain. L'or aussi.

▪ **Les Etats-Unis ne sont plus ce qu'ils étaient**

Ce qu'il y a de stupéfiant au sujet des empêcheurs de tourner en rond, c'est qu'ils ne se donnent jamais la peine de comprendre comment le monde fonctionne vraiment. On dirait que ça ne les intéresse pas. Ils veulent plutôt le contrôler... le forcer à prendre une direction ou une autre... et le façonner comme s'il s'agissait de terre glaise.

Prenez David Brooks dans le *New York Times*. Il note que les Etats-Unis ne sont plus ce qu'ils étaient :

"[...] Les Américains sont de moins en moins mobiles. En 1950, chaque année, 20% des Américains déménageaient. Aujourd'hui, on est à 12% environ. Dans les années 50 et 60, les gens vivaient dans la même maison pendant cinq ans en moyenne ; à présent, les gens vivent dans la même maison pendant 8,6 ans en moyenne. En termes de mobilité géographique, nous sommes désormais à des plus bas historiques, au même niveau que les habitants du Danemark ou de la Finlande".

*La stabilité est-elle un
facteur qu'il faut
corriger ?*

▪ **Est-ce une mauvaise chose ?**

La stabilité est-elle un facteur qu'il faut corriger ? C'est en tout cas ce que pense Brooks.

"[...] Les jeunes Américains actuels sont bien moins mobiles que ceux des générations précédentes. Rien qu'entre les années 80 et les années 2000, la mobilité des jeunes adultes a chuté de 41%. [...] L'un des principaux facteurs, ici, est une perte de confiance en soi. Il faut de la confiance pour déménager. On subit des dépenses et des difficultés temporaires parce qu'on a confiance dans le fait qu'à long terme, on aura pris une longueur d'avance. De nombreuses personnes ayant une éducation avancée, qui déménagent encore en grand nombre, ont cette confiance de long terme. Les personnes moins éduquées ne l'ont souvent pas".

"Cette perte de confiance est évidente dans d'autres domaines. Le taux de natalité, un bon indicateur de confiance, est en baisse. Même en tenant compte des changements cycliques, les gens ont moins de probabilités d'abandonner volontairement leur emploi pour en chercher un meilleur. Seuls 46% des Américains blancs pensent qu'ils ont de bonnes chances d'augmenter leur niveau de vie, le chiffre le plus bas de l'histoire du sondage General Social Survey. Peter Beinart a écrit un article passionnant pour le National Journal, arguant que les Américains avaient autrefois beaucoup plus confiance dans le capitalisme, une société sans classes, le rôle des Etats-Unis dans le monde et la religion organisée que les Européens. A présent, l'attitude américaine ressemble à celle de l'Europe, et lorsqu'on se penche uniquement sur les jeunes, l'exceptionnalisme américain a quasiment disparu".

Aujourd'hui, moins de jeunes Américains croient au capitalisme que de jeunes Européens. Qui l'aurait cru ?

Que se passe-t-il vraiment ? La mobilité et l'appréciation de la libre entreprise sont-elles des parties d'un même tout ? Ou bien sont-ce des choses différentes ? La perte de mobilité est-elle vraiment une mauvaise chose ?

Brooks ne se pose même pas la question. Il se contente de trouver une solution insensée : donnons des bons d'achat aux gens pour qu'ils déménagent ! Nous ne nous abaisserons même pas à discuter de cette

suggestion. Elle est parfaitement absurde et ridicule.

La crise du crédit menace toujours... en Chine et ailleurs

17 fév 2014 | [Dan Denning](#)

▪ Vous ne l'avez peut-être pas remarqué mais la Chine a traversé pas moins de trois crises mineures de liquidités l'année dernière. Les taux interbancaires ont grimpé en flèche à 9,39% en juin. Ils ont augmenté à nouveau en octobre. Et en décembre, ils se sont à nouveau envolés à 8,95%.

Le niveau des intérêts que les banques se font entre elles pour leurs prêts au jour le jour est une mesure de la solidité du système financier. Si les banques ne se font pas confiance entre elles, si elles doutent les unes les autres de la qualité de leurs actifs ou de leur nantissement, alors le crédit cesse d'entrer dans l'économie. Et si cela arrive dans des économies comme celle de la Chine, alors la croissance marque également un arrêt.

La Banque populaire de Chine a réagi à chaque hausse des coûts d'emprunt au jour le jour en annonçant la liquidité du marché. "Ne vous inquiétez donc pas, banquiers de l'ombre ! Il y a assez d'argent en circulation pour tout le monde. Si vous en manquez, nous en créerons plus, tout simplement". A chaque fois, le gouvernement chinois a réagi pour que les choses reviennent à la normale (ou pour ce qui passe être la normale dans le système financier chinois).

Mais qu'est-ce qui est normal en Chine aujourd'hui ? Le gouvernement central souhaite resserrer le crédit afin de contenir la hausse des prix des terrains et la hausse de la dette des administrations régionales. Mais lorsqu'il a fait machine arrière sur le programme de stimulation économique de 2009, les prêts des banques de l'ombre (*shadow banking*) aux administrations régionales ont pratiquement doublé en l'espace de deux ans pour atteindre près de 36 000 milliards de yuans (5 900 milliards de dollars).

Emprunter de l'argent pour spéculer sur le prix des terrains est la recette idéale pour créer une bulle.

Deux problèmes entrent en jeu. D'abord, des prêts non réglementés peuvent conduire à des prises de risque dangereuses. Toutes les dettes ne sont pas douteuses. Mais emprunter de l'argent pour spéculer sur le prix des terrains est la recette idéale pour créer une bulle. L'histoire nous le prouve, de la bulle du

Mississippi et celle de la South Sea jusqu'à la méga-bulle américaine des *subprime*.

Le second problème est la contrepartie. La contrepartie de qualité se trouve de plus en plus rarement partout dans le monde entier. Ce n'est pas différent en Chine. Le système bancaire de l'ombre consiste à utiliser toute sorte d'actifs non-traditionnels comme nantissement pour plus de crédit, puisque la création de crédit par la banque centrale a été ralentie.

▪ **Qu'est-ce que la contrepartie ?**

Pour ne pas entrer dans des détails trop philosophiques, je dirais simplement que la contrepartie de qualité fut un temps l'argent liquide, l'or ou les biens immobiliers. Dans notre système financier mondialisé, le bon du Trésor américain a longtemps été considéré comme le nantissement le plus sûr au monde.

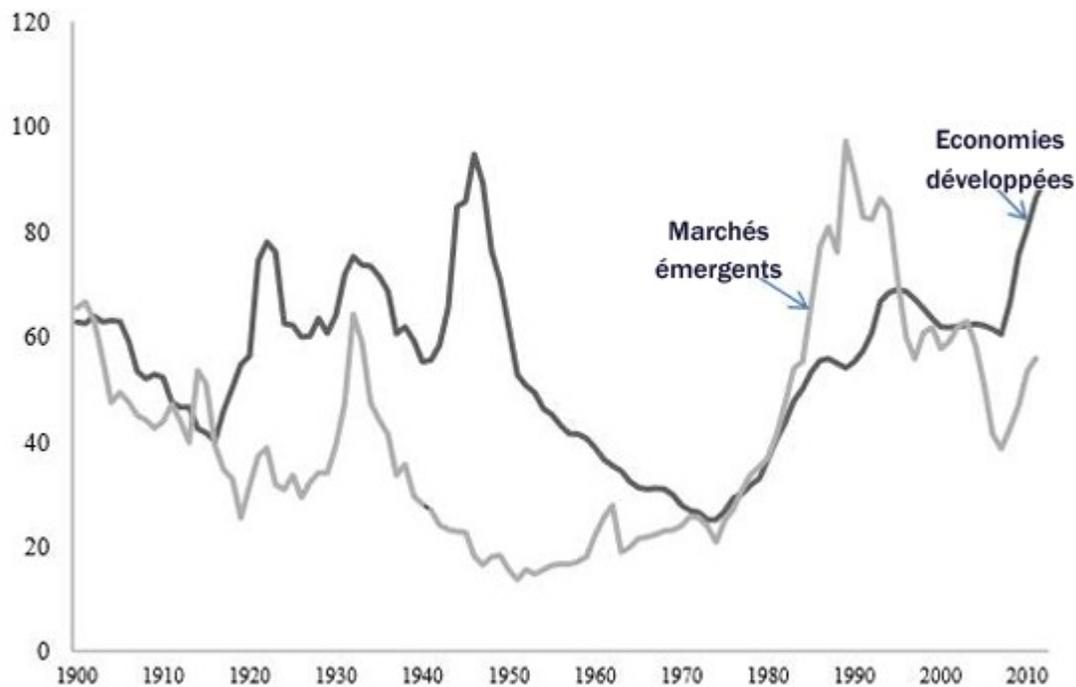
Le problème, comme d'habitude, c'est la dette.

Le problème, comme d'habitude, c'est la dette. Les inquiétudes sur les niveaux de dette souveraine peuvent sembler négligeables en 2014. Après tout, le marché boursier est à la hausse. Comme l'a dit un jour Dick Cheney, "Les déficits importent peu". Les

gouvernements ont certainement prouvé cela depuis 2009. Ils ont supporté les dettes du système bancaire et les banques centrales se sont mises à prêter à tout va, pour des projets peu scrupuleux n'aboutissant qu'à des pertes.

Mais les déficits **IMPORTANT**. Ils importent parce que l'argent emprunté doit être remboursé. Pour le rembourser, des rentrées régulières sont nécessaires, de préférence en provenance des actifs productifs construits à partir de l'argent emprunté. Si vous empruntez de l'argent juste pour rembourser l'intérêt de l'argent que vous avez emprunté auparavant, vous êtes engagé dans ce que Minsky appelle "*le système de Ponzi*".

Le graphique ci-dessous montre que la situation ne s'est pas réellement améliorée depuis 2009 s'agissant des niveaux d'endettement public en pourcentages du PIB. La perspective d'un krach de dettes souveraines puis d'une crise des dettes souveraines est tout autant à l'ordre du jour aujourd'hui qu'il y a cinq ans. Peut-être même plus, en fait.



Sources : Reinhart, Reinhart et Rogoff, 2012 et sources citées par eux

Certes, personne n'aime s'entendre prophétiser une crise de la dette souveraine. Mais il faut le dire. La raison pour laquelle on en parle pas plus que cela est que les gouvernements ont utilisé leurs banques centrales pour détourner l'attention sur/pour organiser une mise en scène massive avec les marchés boursiers. La hausse des marchés actions est un moyen de cacher la détérioration démographique du bilan des Etats. La crise est encore à venir.

[La solitude du panneau routier en haute montagne](#)

15 fév 2014 | [Françoise Garteiser](#)

▪ A la Chronique Agora, nous comprenons la solitude du panneau routier en haute montagne. Vous savez, ces panneaux "danger : chute de pierres", qui patientent, stoïques, plantés au-dessous de quelque paroi vertigineuse.

Personnellement, je n'ai jamais assisté à la dégringolade du moindre gravillon à proximité de ces signaux.

La tentation serait donc forte de me dire qu'ils ne servent à rien... et que les fameuses "chutes de pierres" ne sont que fantasmes nés du cerveau paranoïaque d'un ingénieur des Ponts et Chaussées vers la fin des années 60.

On pourrait penser la même chose des perpétuels avertissements de vos

rédacteurs quant aux dangers qui règnent sur les marchés : trop d'argent injecté par les autorités monétaires, une reprise qui n'est qu'un écran de fumée masquant des économies moroses, et des crises potentielles (Zone euro de notre côté de l'Atlantique, prêts étudiants et municipalités ruinées aux Etats-Unis, système bancaire chauffé au rouge en Chine, et j'en passe) qui enflent un peu partout sans toutefois éclater pour de bon.

Lever le pied de l'accélérateur ne peut pas faire de mal, à proximité des zones dangereuses...

Se pourrait-il que nos panneaux ne servent à rien, qu'aucun rocher ne vienne jamais s'écraser sur la route des investisseurs ?

Peut-être. Mais lever le pied de l'accélérateur ne peut pas faire de mal, à proximité des zones dangereuses...

▪ A défaut de chutes de pierre, Bill Bonner nous indiquait jeudi où nous en étions sur [l'itinéraire de la crise économique](#) :

"Lorsque la crise de 2008-2009 est arrivée, notre prédiction ressemblait à un itinéraire touristique : d'abord Tokyo... puis Buenos Aires".

"Nous voulions dire par là que l'économie américaine entrait dans une période de désendettement ressemblant fortement à celle du Japon. Le remboursement, le défaut et le passage en perte et profits de la dette seraient longs et difficiles, pensions-nous. Ensuite, lorsque ce serait terminé... nous nous retrouverions dans une période d'inflation, voire d'hyperinflation. Cela pourrait se produire de deux manières différentes".

"Une fois le désendettement terminé, les gens commenceraient à emprunter et dépenser à nouveau. Cela augmenterait la masse monétaire — surtout avec une base monétaire plus grande dans laquelle puiser — et ferait grimper les prix".

"Ou bien, désespérée et impatiente de revoir les beaux jours d'avant la crise, la Fed pourrait avoir recours à un stimulus monétaire direct (une sorte de largage par hélicoptère). La Fed a sûrement un plan d'urgence sur le sujet. Un banquier central sensé ne penserait même pas à faire une telle chose. Mais nous vivons une époque d'improvisation, en termes d'expérimentations monétaires. Il ne faut rien écarter".

"Les prix à la consommation américains — selon les chiffres officiels — augmentent d'un peu moins de 2% par an. Les économistes ne s'inquiètent

pas de l'inflation, mais de son absence. Nous sommes encore largement à Tokyo, non Buenos Aires".

▪ En tant qu'investisseur, vous demandez-vous sans doute, quelle stratégie adopter dans de telles circonstances ? Je pencherais pour le pragmatisme prudent recommandé par Eric Lewin dans [La lettre PEA](#) :

C'est évidemment beaucoup plus sain de regarder les marchés en fonction de la croissance des sociétés "C'est évidemment beaucoup plus sain de regarder les marchés en fonction de la croissance des sociétés que sous l'angle des tombereaux de liquidités déversées ou pas dans la sphère financière — avec la création de bulles malsaines", explique Eric.

"[...] A présent que l'économie américaine est sortie de son cercle vicieux, il semble normal et sain d'arrêter ce type de politique laxiste. Et cela, les marchés l'ont parfaitement intégré ; ils vont donc devoir trouver d'autres leviers, d'autres motivations pour investir le *cash* disponible. Ces leviers, je vous l'ai dit, ce seront les entreprises".

"Alors justement, qu'est-il attendu de ce côté ? D'après le consensus (même s'il faut s'en méfier), si 2013 a été marquée par une baisse de l'ordre de 2% à 3% des résultats des entreprises du Stoxx 600, 2014 devrait voir une progression de 14% de ces fameux résultats. 14%, c'est quand même beaucoup. Or, les actions (européennes comme américaines) sont chères aux cours actuels. Elles se payent sur un PER de 19 aux Etats-Unis et de 17 en Europe. A la moindre déception, les indices pourraient consolider. Il faudra donc faire en sorte de ne pas tomber dans un optimisme béat et de garder les pieds sur terre".

Et surtout... faites attention aux falaises, cher lecteur !

Meilleures salutations,

[« Édition spéciale : point sur les cours de l'or, une nouvelle étape et le retour de la hausse ! »](#)

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

J'ai répété à l'envie lors de cette difficile année 2013 pour les cours de notre métal préféré que nous ne vivions pas l'explosion d'une bulle sur l'or mais

que nous étions en 1976 ! Vendredi l'or a clôturé à 1317.70 dollars l'once... (il devrait y avoir une attaque baissière dans les tous prochains jours à moins que...) et c'est une bonne nouvelle.

Retour vers le passé, 1976 = 2013 !

Voilà ce que j'écrivais en avril 2013, il y a presque plus d'un an : « Les plus anciens sur le marché de l'or se souviennent des années 70 et 80. C'est lors de cette décennie que les cours de l'or sont passés d'environ 35 \$ l'once (à l'époque où le dollar était encore convertible en or) à 850 \$ l'once lors de son plus haut en 1980. Après a suivi une période de plus de 20 ans avec un métal jaune passé aux oubliettes de la modernité monétaire. Il faudra attendre les attentats du 11 septembre pour voir l'or recommencer à briller. »

Cette fois-ci c'est différent !

Non je plaisante, ceux qui me lisent savent à quel point je déteste cet argument stupide du « cette fois-ci c'est différent » destiné à faire avaler n'importe quoi et n'importe quel excès à des marchés en pleine « exubérance irrationnelle ». Non mes amis, cette fois-ci ce n'est pas différent.

Cette fois-ci c'est exactement pareil !

Ou presque... Encore une fois, les plus anciens se souviendront, en ce qui me concerne j'étais trop jeune, mais après tout c'est à cela que servent les livres (un truc en papier que l'on utilisait dans l'ancien temps avant l'apparition du Web 2.0 et de tous les appareils commençant par i-quelque chose).

Nous vivons donc en direct une situation qui ressemble à s'y méprendre à celle du milieu des années 70.

L'or va passer de 35 \$ en 1971 à 195 \$ en 1974. Son cours va alors se stabiliser peu ou prou légèrement en dessous de ses plus hauts avant de connaître une chute vertigineuse dès septembre 1975... pour redescendre jusqu'à 104 \$ fin août 1976. Sur cette période, l'once d'or va perdre presque 45 % de sa valeur.

Fin de l'histoire, explosion de la bulle de l'or ? Non, pas du tout, c'est au contraire le commencement de tout puisqu'en janvier 1980 l'once d'or atteindra le record historique de 850 \$ l'once, la valeur de celle-ci étant multipliée par 8 par rapport à ses plus bas de 1976.

Cette fois-ci en 2013, les choses ne seront sans doute pas très différentes de

ce qu'elles ont été en 1976.

Pour ceux qui le souhaitent, vous pouvez relire entièrement cet édito, vous trouverez le lien en annexe et avec un an de recul, je ne retire rien à l'analyse effectuée à l'époque alors que les cours de l'or dévissaient dangereusement et que cela inquiétait plus que fortement ceux que l'on appelle les mains faibles !

Une analyse graphique très favorable pour l'or

Cela faisait très longtemps, presque une année, que la configuration graphique sur l'or n'était pas enfin devenue favorable ! Alors ne boudons pas notre plaisir.

L'or a franchi à la hausse la barrière des 1 300 dollars l'once, ce qui a permis de « casser » à la hausse la moyenne mobile à 50 jours (passée déjà depuis un certain temps) et depuis la semaine dernière, nous avons franchi la moyenne mobile à 200 jours. Il s'agit-là de puissants signaux haussiers graphiques.

L'analyse graphique n'est pas une « science » exacte, loin de là ! Néanmoins, comme tous les intervenants ou presque font les mêmes analyses à partir des mêmes graphiques en même temps, cela explique pourquoi certains mouvements semblent parfaitement prévisibles, amplifiés ou créés par des analyses autoréalisatrices.

Une limite à la baisse par les coûts d'extraction physique

Que n'avons-nous pas entendu tout au long de l'année 2013, et ce n'est d'ailleurs pas fini puisque les détracteurs de l'or physique sont toujours à l'attaque, du moins verbalement. Encore une fois, non, l'or n'est pas dans une bulle spéculative (ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de spéculation sur l'or, ni de manipulation à la hausse comme à la baisse, mais jusqu'à présent surtout à la baisse !)

Il y a trois grandes sources d'approvisionnement du marché de l'or. L'extraction minière, la récupération et le recyclage et enfin les ventes massives et importantes des banques centrales (ces 30 dernières années). Au cas où vous ne l'auriez pas remarqué, les banques centrales du monde entier sont devenues en moyenne acheteuses nettes d'or... et pour celles qui avaient l'habitude de revendre, ces ventes ont cessé. Bref, l'une des sources

importantes d'alimentation du marché de l'or physique s'est tarie avec la crise.

Pour la récupération et le recyclage, les choses ont été poussées à leur maximum. Publicité massive, boutiques de rachat d'or et de débris y compris dentaires poussant comme des champignons, jusqu'aux réseaux de commerciaux qui tournent dans les cafés et brasseries de la France profonde en installant deux tréteaux pour rafler tout ce qu'ils peuvent !! N'oubliez pas qu'il s'agit là uniquement d'un phénomène français !! Non, vous avez la même chose partout en Europe ou aux USA. Au Portugal ? Rachat d'or. En Espagne ? Rachat d'or ! Partout, dans chaque pays, d'immenses filières menées dans l'opacité la plus totale à partir de l'Île de Man, paradis fiscal anglo-saxon permettant l'anonymat à travers l'utilisation des « Trustee » (terme anglais signifiant « prête nom »), agissent pour récupérer et refondre en lingot tout neuf ces milliers de petits grammes d'or collectés à travers le monde occidental.

Malgré la baisse de l'or en 2013, ces entreprises, bien que connaissant de très nombreuses difficultés financières et malgré un coût logistique de collecte monstrueux, ont poursuivi leurs activités avec une constance assez surprenante pour ne pas dire suspecte. Où va cet or ? Mystère, bien que nous ayons quelques petites idées, mais c'est un autre sujet.

Il ne nous reste donc fondamentalement que l'extraction d'or pour approvisionner réellement le marché et surtout le « sécuriser ». Or la Chine qui est devenue en 2013 le premier extracteur mondial devant l'Afrique du Sud... ne vend pas son or sur le marché international mais le conserve en totalité, sans doute parce que l'or ne sert à rien, que l'or est dans une bulle et que les chinois qui sont des imbéciles souhaitent se faire ruiner...

Ensuite, pour ce qui reste pour alimenter le marché mondial, il existe ce que l'on appelle des coûts d'extraction, ce qui est assez logique. Déplacer et traiter 10 tonnes de terre pour récupérer un gramme d'or... cela prend du temps, des hommes, de l'argent et de l'énergie. En moyenne, il a été calculé que le coût moyen d'extraction actuel est d'environ 1 150 dollars l'once d'or... Cela nous donne donc une excellente approximation du point bas au-delà duquel toute descente de l'or entraînerait des fermetures massives de mines et donc une raréfaction rapide de l'offre disponible.

Il est d'ailleurs à noter qu'au plus bas, l'or est descendu à 1 180 dollars

l'once dans un plus bas de séance ce qui montre bien la pertinence de cette résistance théorique par rapport au prix d'extraction d'une once d'or physique.

Les vendeurs de 2013 n'ont plus rien à vendre en 2014 !

En 2013, au-delà de toutes manipulations sur le marché de l'or physique, nous avons connu des dégagements massifs notamment au sein de certains grands ETF (fonds achetant de l'or) puisque profitant de la certitude du QE 3 et d'injections massives de monnaies par la FED, beaucoup de très gros investisseurs ont préféré parier (à juste titre) sur une augmentation forte des marchés financiers et sur une baisse du marché de l'or physique. Résultat ? Ils ont revendu en masse leur or provoquant une sacrée baisse des cours et sont allés profiter d'une hausse comprise entre 20 et 30 % des Bourses mondiales en 2013.

Or ces positions ont été clôturées. Cela signifie en partie (car on peut toujours vendre à découvert mais c'est très risqué) que les détenteurs d'or de 2013 ayant tout revendu en 2013... n'ont plus d'or à vendre en 2014 ! Cela laisse donc nettement plus de chances et de place à une hausse des cours... qu'à une baisse de ces mêmes cours. C'est évidemment un facteur de soutien essentiel pour l'or en 2014.

Des stocks d'or physique au plus bas pour le COMEX !

Je vous passerai les détails, pour le moment mal connus mais nous finirons là aussi par en savoir plus avec le temps, de l'épidémie de suicide de banquiers sévissant actuellement outre-Atlantique et outre-Manche et dont le dernier en date a été retrouvé suicidé chez lui d'une dizaine de coups de cloueuse pneumatique ! Comme disait Coluche, « il devait s'en vouloir beaucoup » !

Je ne peux tout de même m'empêcher de mettre cela en lien (aucune preuve matérielle hormis l'utilisation d'un sentiment pifométrique titillant) avec les derniers éléments de stocks d'or physique du Comex qui sont absolument désastreux. Le Comex, qui est le marché de l'or, est censé vous livrer votre or physiquement si vous en faites la demande... Or les stocks sont au plus bas et les vilains acheteurs demandent systématiquement depuis plusieurs mois à se faire livrer l'or pour en prendre possession...

Le marché de l'or risque donc à tout moment ce que l'on appelle un « corner

», c'est-à-dire le défaut de livraison. Dans ce cas, il faut indemniser les clients... en dollars sonnants et trébuchants. Du coup, les cours peuvent exploser à la hausse via une sorte de prime monétaire pour ne pas avoir à livrer, ce qui peut entraîner des pertes très importantes pour les bullion banks (celles qui gèrent le marché de l'or)...

Or vous devez vous souvenir que la Deutsche Bank, qui ne brille pas par sa grande solidité, a décidé de se retirer (sans y arriver pour le moment) du piège du marché de l'or physique (où nous retrouvons également la Société Générale et ses bénéficiaires plantureux de cette année qui pourraient fort fondre comme neige au soleil en cas de problème).

Enfin, l'Allemagne – qui a demandé à ce que tout le monde lui rende son or afin que ses réserves soient en territoire allemand... – a le plus grand mal à se faire livrer et n'a réussi à récupérer que 37 toutes petites tonnes d'or, ce qui inquiète fortement tous les observateurs sans oublier non plus que les lingots rendus ne correspondent à aucun des lingots que l'Allemagne avait confié en garde aussi bien dans les coffres de la Banque de France que de Fort Knox aux États-Unis.

Nous avons donc l'enchaînement suivant : impossibilité pour l'Allemagne de retrouver son or, stock d'or du Comex au plus bas, une bullion bank qui fait tout ce qu'elle peut pour ne plus l'être, et épidémie mondiale de suicide chez les banquiers... Une analyse pifométrique vous conduit à penser qu'il vaut mieux, dans un cas comme celui-là, être détenteur d'or plutôt que vendeur d'or... mais vous faites évidemment ce que vous voulez !!

La demande indienne pourrait revenir en 2014 !

Les dirigeants actuels en Inde ont décidé en 2013, sous l'amicale pression de leurs grands amis les Américains, d'imposer des restrictions drastiques à leurs citoyens pour l'achat d'or. L'Inde est ni plus ni moins, ou plutôt était, le premier consommateur mondial d'or.

Miné par une forte inflation, par une baisse de leur monnaie la roupie, le gouvernement indien a préféré restreindre les achats d'or afin de stabiliser la balance commerciale et la balance des changes... sans véritablement de succès, soit dit en passant.

Or de nouvelles élections auront lieu au premier trimestre 2014 et

l'opposition actuelle, qui est donnée largement en tête, a indiqué de façon très explicite qu'en cas de retour aux affaires elle lèverait les restrictions imposées au marché de l'or en Inde, ce qui pourrait avoir un effet extrêmement haussier d'ici 3 à 4 mois sur le métal jaune.

Il est évident qu'une immense bataille se joue autour de l'or et que les USA risquent de mettre une forte pression sur le futur gouvernement indien pour qu'il revienne sur cette promesse électorale, mais il n'est pas certain qu'il n'y ait pas au moins quelques gestes de libéralisation du marché, là aussi ce serait très haussier pour l'or.

Il faut donc surveiller avec attention l'évolution de la politique indienne (ce que je tente de faire pour vous aider à anticiper les mouvements).

Si la digue indienne cède, alors les achats d'or des Indiens reprendraient instantanément et massivement et viendraient déstabiliser le marché de l'or... à la hausse ! Ce qui est une excellente nouvelle potentielle pour nous autres, amateurs et détenteurs d'or.

Il faut juste avoir en tête que les Indiens n'étant plus sur le marché... ils ne risquent pas d'en disparaître et de peser sur les cours à la baisse. Ils n'ont plus que la possibilité de ne pas y revenir, ce qui ne changerait rien puisque l'absence indienne est déjà prise en compte, en revanche leur retour possible n'est pas du tout, mais alors pas du tout intégré dans les cours de l'or aux niveaux actuels !

La crise bancaire est finie... plus besoin d'or ? Vous en êtes si sûrs ?

L'une des grandes explications avancées tout au long de notre année noire de 2013, où nous avons dû faire preuve de convictions, de courage et de constance pour tenir nos positions, était que la crise bancaire était derrière nous, comme la crise économique d'ailleurs, que tout allait mieux que bien et qu'enfin un avenir radieux s'ouvrait devant nos yeux... Il n'y avait donc plus de crainte d'effondrement donc plus aucune nécessité de détenir de l'or...

Sauf que pour Madame Nouy, la nouvelle patronne de l'autorité bancaire européenne, la vision est toute autre. En effet, elle n'a ni plus ni moins annoncé que toutes les banques européennes n'allaient pas pouvoir survivre et qu'il n'y aurait ni rachat ni fusion mais bien liquidation préventive avant faillite de tous les établissements jugés trop fragiles... Ambiance qui en dit

long sur la solidité du système financier et « l'éloignement des craintes d'effondrement » !

Je vous cite ses paroles exactes car vous vous devez de les connaître (navré de cette injonction quelque peu autoritaire mais je suis sûr que vous me la pardonnerez après avoir lu ce qu'elle disait) : « Nous devons accepter le fait que certaines banques n'ont pas d'avenir. Nous devons en laisser quelques-unes disparaître de manière ordonnée, et pas forcément essayer de les fusionner avec d'autres institutions. » Pas mal non ? Alors après ça, la bonne question à se poser c'est... et ma banque doit-elle disparaître ou pas et avec mon pognon ?? En cas de doute, achetez un peu d'or, et n'oubliez pas que le « too big to fail » va fonctionner encore longtemps... Elle vient de vous dire qu'il y aura des défauts préventifs. Elle n'a en aucun cas parlé de la taille des banques concernées... cela va saigner.

Qui peut faire bouger les cours de l'or ?

Soyons clairs, ce n'est pas le particulier français ni même américain ou européen qui influe réellement sur les prix de l'or coté à Londres !

Non, ce qui impacte directement le cours, ce sont les achats ou les ventes massives d'or opérées par des grands fonds d'investissements ou par de grands pays comme la Chine.

Comme je vous le disais un peu plus haut, les fonds ont vendu leur position en 2013, ils n'ont donc plus rien à vendre.

La Chine, elle, reste acheteuse d'or structurellement surtout vers les 1 200 dollars l'once, et c'est la Chine qui a mis en échec les manipulations sur les cours de l'or par ses achats massifs tout au long de l'année 2013.

La Russie aime bien le métal jaune aussi, sans parler des pays d'Amérique du Sud.

Enfin, comme je vous l'ai montré, l'Inde pourrait revenir sur le marché international !

C'est donc ces paramètres-là concernant la demande qu'il faut suivre, et pas savoir si monsieur Dupond, Smith, ou Von bidule vont acheter deux ou trois piécettes en plus cette année.

Des fondamentaux économiques qui n'ont pas changé

Si les marchés financiers ont corrigé ces dernières semaines, ils sont repartis à la hausse. La raison est simple. Janet Yellen, celle qui remplace le barbu Ben Bernanke à la tête de la FED, a précisé qu'elle mènerait une politique qui restera fondamentalement très accommodante, qu'il ne fallait trop avoir peur des réductions de liquidités, etc., etc., et qu'elle agirait dans la continuité de son prédécesseur, ce qui a été pris par les marchés comme des déclarations indiquant qu'elle maintiendrait tous les robinets à dollars frais ouverts...

De deux choses l'une. Soit elle dit la vérité et alors c'est bon pour l'or car l'afflux de dollars est favorable à la montée du métal jaune. Soit c'est faux. Elle va poursuivre la réduction du QE, les marchés vont finir par s'effondrer, les taux d'intérêt par monter et ce sera également très bon pour l'or car cela provoquera l'insolvabilité généralisée aussi bien des banques, des ménages que des États à commencer par l'État US.

J'ai toujours dit que la FED avait procédé de la même manière que la BCE lors du changement de gouverneur. Souvenez-vous en 2011, lorsque Jean-Claude Trichet va laisser la place à Mario Draghi, il procède à plusieurs augmentations de taux d'intérêt. Il dit même que nous allons rentrer dans une période de taux plus élevés.

J'avais dit à ce moment-là que soit Jean-Claude Trichet était devenu fou, soit qu'il préparait juste le terrain pour son successeur et qu'il lui fabriquait des marges de manœuvre (je ne résiste pas à vous mettre cet article en lien tant ce que j'y décrivais s'est révélé exact et tant ce que nous vivons aux USA y ressemble bigrement).

D'ailleurs, vous avez sans doute remarqué que lorsque les marchés ont corrigé et vivaient les prémices d'un krach stoppé uniquement par les déclarations de la nouvelle gouverneuse (pour faire plaisir à la Belkassine) Janet Yellen, l'or ne baissait pas comme il l'a toujours fait. Non, il montait !

Il montait uniquement en raison du risque d'insolvabilité généralisée et c'est la première fois qu'il le fait car sans liquidités ultra abondantes, le système s'effondrera !

Nous n'avons pas de croissance sans endettement excessif. Le dernier exemple c'était le Royaume-Uni qui annonçait triomphalement une croissance de presque 4 % du PIB en oubliant de préciser qu'il avait fallu

presque 8 % de déficit sur PIB supplémentaires pour faire cette croissance, ce qui signifie en réalité une récession d'environ 4 % sur l'année...

Nous n'avons pas des finances assainies mais bien des États beaucoup plus surendettés aujourd'hui qu'en 2007.

Nous n'avons pas de reprise réelle de l'emploi mais bien des taux de chômage historiquement jamais atteints et désormais au plus haut. Aux USA, le chômage baisse certes... mais la population active aussi !! Jamais le taux de non-emploi n'a été aussi élevé.

Nous n'avons pas réduit les risques du système financier et bancaire. Jamais le montant des produits dérivés n'a été aussi important (plus de 700 000 milliards soit 200 000 milliards de plus qu'en 2007 au début de la crise). Les banques affichent des bénéfices, certes, mais uniquement parce que des normes comptables ont été revues et corrigées pour le permettre, jamais les fonds propres n'ont été aussi faibles, les bilans restent trop importants et la moindre dépréciation d'actif peut mettre un établissement au tapis.

L'or est vraisemblablement parti pour briller à nouveau en 2014, tant mieux ! Mais en réalité, on s'en fiche !!!

Je n'ai pas arrêté de dire durant cette phase de correction en 2013 que ce n'était pas grave, que cela n'avait aucune importance et que l'on achetait de l'or comme l'on souscrit une assurance. On couvre son patrimoine, on couvre son capital, on protège ses économies, ses proches et ceux que l'on aime. Voilà le sens profond de l'achat d'or.

Acheter de l'or ce n'est pas spéculer sur l'or

Étant un garçon constant et de conviction, je suis très heureux que l'or monte et c'est nettement plus agréable que de le voir baisser. Mais en réalité, on s'en fiche. On s'en fiche qu'il monte ou qu'il baisse. On est toujours acheteur d'or. Parfois on l'achète au mieux, parfois pas, mais peu importe car l'important c'est d'augmenter son patrimoine en or pour se prémunir de l'ultime phase de la crise qui sera, un jour, inévitablement monétaire.

Cette crise dure depuis 2007, nous sommes en 2014 ! Cela fait 7 ans ! Et pourtant, il en est encore pour croire qu'une crise qui dure 7 ans c'est une crise habituelle, une crise « comme d'habitude ».

NON ! Cette crise est une crise de système et de modèle. Comme je l'ai déjà expliqué, c'est la fin du modèle « de la consommation de masse basée sur une production de masse, nécessitant une masse de travailleurs et reposant sur une énergie abondante et peu coûteuse » (voir sur le site du Contrarien le hors-série « Les vraies raisons de la crise »).

Ce changement de modèle va s'opérer sur une quinzaine d'années à l'issue desquelles quelques fortunes auront été faites et surtout beaucoup de fortunes seront perdues.

Alors l'or monte, c'est une bonne nouvelle mais cela ne doit pas être pour vous un paramètre de placement et de choix. Soit comme moi vous pensez que le système tel que nous le connaissons va s'effondrer et seul l'or pourra assurer votre patrimoine (avec ce que l'on appelle les actifs tangibles), soit vous êtes atteint de Moscovite aiguë et vous pensez que tout va aller beaucoup mieux et dans ce cas, passez votre chemin car si tout va bien, alors il ne faut surtout pas d'or !!

Soyez toujours acheteur d'or, débancarisez, stockez ce dont vous avez besoin, préparez-vous un point de chute hors des grandes villes, les temps qui viennent seront très difficiles, tout le monde le sait (sauf peut-être notre président) et quoi qu'il se passe, qu'il neige, qu'il vente ou qu'il pleuve, que les cours montent ou baissent, n'oubliez pas votre parachute doré, vous seul pouvez vous le constituer progressivement et en moyennant le prix de vos achats en procédant à des acquisitions régulières.

Cela dit, la période des soldes touche à sa fin !

Restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

Madrid : des milliers de manifestants contre la fermeture d'usines Coca-Cola

C'est une dépêche de l'AFP qui nous montre que des « milliers de personnes manifestaient samedi à Madrid contre la fermeture de quatre usines sur onze de Coca-Cola en Espagne, dans le cadre d'un plan de restructuration affectant quelque 1 250 salariés.

Les manifestants portaient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire notamment « ni fermeture, ni licenciements », « boycottez Coca-Cola » ou

encore « zéro licenciement ». Certains venaient d'autres villes d'Espagne.

Arguant d'un « risque pour la viabilité de l'entreprise à court terme », Coca-Cola Iberian Partners, unique entreprise d'embouteillage de la multinationale en Espagne, a présenté fin janvier aux syndicats un plan de restructuration prévoyant la fermeture de quatre usines sur onze à Fuenlabrada – près de Madrid – Palma de Mallorca, Oviedo et Alicante.

La restructuration affecte quelque 1 250 salariés, soit 30 % des effectifs. 750 postes de travail devront être supprimés et 500 autres redéployés sur les autres usines. »

Alors il est vrai que l'on vous raconte que tout va beaucoup mieux en Espagne qui est sortie de récession, qui voit le bout du tunnel et vraiment, le pire de la crise est derrière eux... à voir !

Coca-cola est l'une des plus grandes entreprises mondiale et ses produits sont de très grande consommation courante. Si Coca vend moins de soda et de bouteilles, croyez-moi, c'est que la crise est profonde. Cela veut dire que les Espagnols ne peuvent même plus « s'offrir » une bouteille de Coca qui n'est pourtant pas en Europe un signe extérieur de richesse, ce qu'elle peut être dans certains pays en voie de développement.

Justement, de nombreux pays d'Europe sont en réajustement. Ils sont donc sur la voie du sous-développement... et c'est une politique voulue car tout le monde sait très bien à quoi mène les plans de rigueur, d'austérité et de dévaluation compétitive interne.

Deutsche Telekom se renforcerait à 50 % dans le grec OTE

C'est une dépêche Reuters qui nous a appris que Deutsche Telekom est près d'acquérir 10 % supplémentaires dans le groupe grec de télécoms OTE pour porter sa participation à 50 %, rapporte ce week-end le journal *To Vima*.

« Les deux parties sont en « négociations avancées » et « prêtes à conclure », a précisé le journal sans citer ses sources.

Un responsable du ministère grec des Finances s'est refusé à tout commentaire, tout comme Deutsche Telekom.

Le désengagement de l'État d'OTE ne faisait pas partie jusqu'à présent du programme de privatisation de la Grèce car le gouvernement entendait rester

au capital de l'ex-monopole, qui reste le premier groupe grec de télécoms... »

C'est quand même bien d'être en position de force dans des négociations car cela permet, je ne sais pas moi, au hasard, par exemple, et parce que je suis mauvaise langue et que je persifle, de négocier une nouvelle tranche d'aide au gouvernement en échange d'une part supplémentaire pour l'une de ses grandes entreprises dans un leader national...

En clair, l'Allemagne aide la Grèce à la condition que la Grèce brade ses actifs en les refilant gentiment à des entreprises allemandes... Ce n'est pas la première fois, loin de là, que l'Allemagne fait ses courses en Grèce !

Nous vivons une véritable guerre économique et non, les Zallemands, à défaut d'être de véritables ennemis, ne sont pas, loin de là, nos grands amis !

Revue de l'or du Web du 14 février : la Chine publie des chiffres officiels, l'or à la hausse

Tour d'horizon dans cette revue du Web, alors que la Chine a franchi une nouvelle étape dans sa course à l'or, et que la France vient d'autoriser un nouveau permis de recherche d'or... sur son propre sol.

Tendance haussière pour l'or...

Depuis quelques jours, l'or confirme une tendance haussière. Aujourd'hui, 14 février, l'once d'or a d'ailleurs dépassé la barre symbolique des 1 300 dollars. « Le sentiment des investisseurs quant au cours de l'or semble s'être sensiblement amélioré », relève Cerclefinance.com dans une actualité du 14 février.

Selon Boursorama.com, cette hausse est également soutenue par le marché chinois, et « par l'annonce (hier, soit le 10 février, NDLR) d'une augmentation de 41 % de la demande chinoise l'an dernier ». Dans une dépêche du 11 février, Boursorama.com revient également sur la perte du leadership indien sur le marché de l'or.

... Et la Chine fait le point sur ses importations et sa production

Des chiffres officiels ont enfin été publiés lundi par la China Gold Association, selon un article paru sur Boursorama.com le 12 février. Ils « traduisent un appétit soudain des Chinois pour le métal jaune, aussi bien

les particuliers, la bijouterie que la banque centrale », selon le site d'information. La demande d'or chinoise aurait augmenté de 41 % l'année dernière, ce qui, avec 1 176 tonnes d'or, a placé le pays devant le voisin indien. Les importations d'or ont doublé via Hong Kong, et la production du pays a augmenté de 6 % pour atteindre 428 tonnes.

Néanmoins, un doute demeure dans les chiffres communiqués : 500 tonnes d'or semblent manquer à l'appel et auraient donc été absorbées dans les réserves de la Banque populaire de Chine, la banque centrale profitant d'un cours favorable pour augmenter ses stocks du précieux métal.

La Chine, où les festivités du Nouvel an se terminent, continue à se poser comme un acteur incontournable du marché de l'or. Certains chiffres avaient déjà été évoqués il y a quelques jours, dans notre nouveau dossier dédié à la Chine.

Enfin, dans un article du 12 février, LesEchos.fr estiment qu'après l'or, c'est l'argent et le palladium qui devraient suivre la tendance haussière. Deux métaux précieux qui montrent également des signaux positifs !

La France, assise sur un tas d'or ?

Nouvelle preuve, s'il en faut, de l'intérêt des gouvernements pour l'or, le ministère du Redressement productif vient d'accorder un permis de recherche de mines d'or en France. Le permis a été confié à la société Variscan Mines en Maine-et-Loire, dans une région qui était déjà en exploitation au siècle dernier. Ce permis de recherche « est le second accordé en France métropolitaine depuis « plus de vingt ans », selon le ministère », rappelle *Le Figaro* dans un article du 12 février. Reste à savoir s'il portera ses fruits !

« Sur quel tas d'or sous-marin la France est-elle assise ? », se demande de son côté LaTribune.fr dans un article du 10 février. Selon le journaliste, la France dispose du deuxième domaine maritime mondial. Mais semble ne pas en explorer toutes les facettes, ni toutes les ressources, alors qu'on pourrait y trouver or, argent et autres métaux. « L'accès à ces richesses potentielles est « un atout considérable pour notre pays s'il contribue à un nouveau modèle de développement durable, en particulier dans les territoires ultramarins » », relève la Tribune en citant la Délégation à l'Outre-mer, le Conseil économique, social et environnemental (CESE).

Le bitcoin prend froid en Russie et chute face au dollar

Illégal en Thaïlande, le bitcoin est aussi désormais interdit en Russie. Les autorités russes ont décidé d'interdire la monnaie virtuelle pour « combattre une monnaie trop ouverte aux spéculateurs et non réglementée », selon un article paru le 10 février sur le site Toutsurlesplacements.com. Cette décision suit les mises en garde de la Banque de Russie, sur fond de surveillance des transactions effectuées avec des bitcoins... et alors que tout paiement dans les magasins, par exemple, est donc désormais interdit.

Pour rappel, le bitcoin a connu une belle chute en fin de semaine dernière après un bug informatique. La monnaie « a perdu 20 % face au dollar avant de se redresser », note le site belge Lalibre.be dans un article du 10 février.

L'économie française progresse de 0,3 % en 2013

PARIS, 14 février – Le produit intérieur brut (PIB) de la France a connu une croissance de 0,3 % au quatrième trimestre 2013, ce qui porte sa croissance sur l'ensemble de l'année à 0,3 %, selon les chiffres publiés vendredi par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee).

Les trois moteurs de la croissance ont tous apporté une contribution à la croissance du PIB français : les dépenses de consommation des ménages et la demande intérieure (hors stocks) ont accéléré en fin d'année, alors que l'investissement a crû pour la première fois depuis fin 2011. De plus, avec un rebond des exportations, le commerce extérieur a contribué de nouveau positivement à la croissance du PIB.

Lors du conseil des ministres, convoqué vendredi matin, le président français François Hollande a salué « la confiance retrouvée par les acteurs économiques » en France, selon la porte-parole du gouvernement Najat Vallaud-Belkacem.

Pour le ministre de l'Économie et des Finances, Pierre Moscovici, qui s'est exprimé sur la chaîne de télévision France 2, l'économie française doit « aller plus loin pour avoir plus de créations d'emplois et faire reculer le chômage ».

La situation de l'emploi en France a aussi montré de bons signes, l'Insee a rapporté une légère hausse de l'emploi au quatrième trimestre 2013.

L'Insee a également révisé la croissance du PIB français au troisième trimestre 2013, de -0,1 % à 0 %.

Frappée par la crise de la dette souveraine, l'économie française avait connu une baisse de 0,2 % fin 2012. En 2013, le PIB français avait stagné au premier trimestre, puis rebondi de 0,6 % au deuxième.

L'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE), dont la France est membre, avait prévu une croissance de 0,3 % pour l'économie française.

Agence de Presse Xinhua

Analyse & décryptage

Quelle bonne nouvelle, la croissance est supérieure aux attentes ! Le gouvernement exulte de joie et de félicité. Braves gens, joignez les mamamouchis dans la liesse et la bonne humeur pour fêter cette bonne nouvelle.

Bon, 0,3 % de croissance positive, ce n'est pas suffisant pour créer des zemplois... mais c'est une bonne nouvelle quand même !

Sauf que nos zautorités oublient de nous préciser qu'il a fallu un peu plus de déficit que prévu également pour faire ce petit plus de croissance, et qu'au total, pour sortir un lamentable +0,3 %, nous avons fait un beau et véritable 4,2 % de déficit sur PIB, alors à ce prix-là doit-on réellement vouloir un 0,3% de croissance ? Est-ce rentable ?

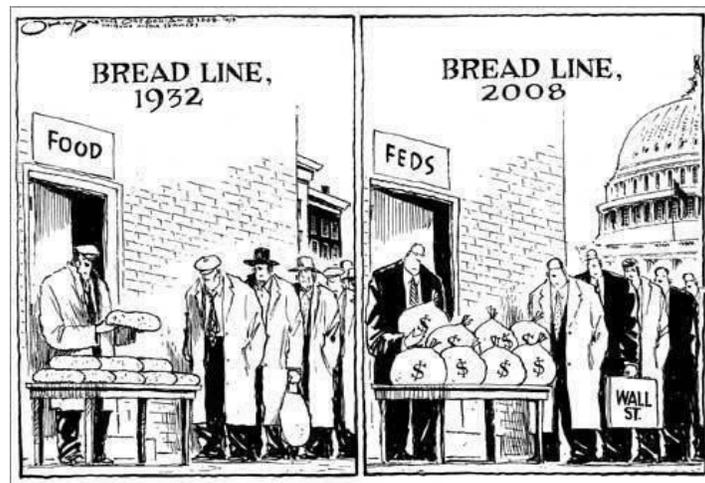
Bien évidemment non, mais l'économie contrarienne n'est pas l'économie « politique » de nos dirigeants en manque cruel de toutes les qualités nécessaires.

Mister Market and Doctor Conjoncture du Dimanche 16 Février 2014: Politiques monétaires : toujours plus

Par The Wolf le 16/02/2014 • Par Bruno Bertez

Nous n'avons pas commenté les interventions de Yellen car nous avons considéré qu'elles n'apportaient rien de nouveau. Yellen a confirmé la seule chose importante, à savoir que les marchés financiers étaient nationalisés et qu'ils étaient devenus les instruments de politique monétaire, financière,

bancaire et économique. Nos lecteurs fidèles et infidèles le savent depuis longtemps, nous ne cessons de le répéter depuis l'interventionnisme de Greenspan, c'était il y a fort longtemps.



Yellen a confirmé qu'elle allait continuer son exercice de contrôle sans précédent du prix des actifs financiers. Elle va non seulement continuer de fixer le niveau des taux, mais elle va nationaliser la courbe des taux dans le cadre d'un programme de création de richesse... c'est nous qui ajoutons, au profit des propriétaires de valeurs mobilières de tous les Etats-Unis. En clair, Yellen a confirmé que les Banques Centrales ont le droit de vie et de mort sur les marchés. Comme nous avons systématiquement mauvais esprit, nous vous rappelons que celui qui donne tout peut aussi tout reprendre. Comme nous sommes pessimistes, cela signifie que nous considérons que nous sommes dans la phase 1 de gestion de la crise, phase de gonflement de la valeur des actifs, et que cette phase 1 sera suivie d'une phase 2, au cours de laquelle l'effondrement des valeurs fictives produira le plus grand transfert de richesse que l'histoire ait connu. Mais cela, c'est une autre histoire.

Qui peut aujourd'hui prétendre savoir à quels niveaux se situeraient tous ces marchés sans le Quantitative Easing, dopage de 4 milliards de dollars par jour? Les marchés de taux nous ont donné un début de réponse en juin dernier avec un sell-off sur la dette émergente (accompagné d'une poursuite de la chute brutale des devises des pays concernés) ainsi qu'un arrêt brutal de l'amélioration du secteur de l'immobilier aux Etats-Unis dès que les taux des Treasuries sont remontés violemment, en termes nominaux mais surtout en termes réels !

En revanche, il y a un texte que nous vous conseillons de lire. Ce texte, c'est

l'intervention de John Taylor, professeur à Stanford, et il analyse les résultats de la politique monétaire non-conventionnelle de Bernanke ([Monetary Policy and the State of the Economy. Testimony before the Committee on Financial Services, 11 février 2014](#)). John Taylor est une sommité et une autorité. C'est lui le père de la fameuse « Taylor Rule » utilisée partout dans le monde. Elle établit une règle, une prescription de niveau de taux d'intérêt en fonction de la situation économique d'un pays. Même la Fed reconnaît la valeur de la Taylor Rule, ne serait-ce que pour la modifier et se permettre de tricher avec les résultats de son application. [Donc nous vous conseillons de vous reporter à l'intervention de Taylor.](#)

- <http://financialservices.house.gov/uploadedfiles/hhrg-113-ba00-wstate-jtaylor-20140211.pdf>

Le constat de Taylor est le suivant, malgré les mesures exceptionnelles :

- La croissance est restée faible, très en-dessous du potentiel
- L'emploi a connu une reprise beaucoup plus faible qu'espéré
- Les QE n'ont pas produit l'effet espéré sur le niveau des taux longs
- Le risque financier est en hausse
- La sortie de la politique non-conventionnelle est un casse-tête insoluble

Then house prices began to fall. So the Bernanke-led Fed put their foot on the gas starting in Q4 2007 as house prices continued to fall. Unfortunately, real median household income fell along with The Fed Funds Target Rate.

As the Fed Funds Target Rate remains at 0.25% along with a declining-then-flatlined real median household income, house prices are rising again.

Too bad the Taylor Rule calls for an increase in the Fed Funds Target to 1.04%.

As a reminder, here is a chart of consumer purchasing power since Paul Volcker became Fed Chair in 1979 under President Jimmy Carter.

But even that devaluation in purchasing power is small potatoes compared with the devaluation since the creation of The Fed in 1913.

Nous ajoutons que les résultats en matière d'objectif d'inflation que s'était fixé la Fed, inflation de 2%, ne sont pas au rendez-vous. Au contraire, on arrive maintenant à penser que le gonflement du bilan de la Fed et l'accroissement du poids des assets financiers sont plutôt déflationnistes

qu'inflationnistes. Ce que nous avons toujours affirmé, puisque nous soutenons l'idée que c'est le poids des actifs financiers qui asphyxie les économies, ces actifs financiers constituent un boulet qui empêche la reprise parce que ce boulet doit être honoré, c'est-à-dire qu'il doit trouver ses revenus et ses remboursements. Plus il y a de dettes et de promesses dans un système, plus les forces déflationnistes pèsent sur ce système. C'est une question de bon sens que seule l'idéologie économique empêche de reconnaître. Le capital usuraire, c'est-à-dire le capital mort, accumulé, étouffe les forces vives du système, il réduit les investissements, il met les hommes au chômage, il décourage l'éducation. Tout cela crée une économie à deux vitesses dont on voit maintenant la manifestation quotidienne. La situation est exactement la même, mais en pire, en Europe. Nous voyons ce jour que la BCE, dans son bulletin mensuel de février, réduit ses prévisions d'inflation pour l'année en cours à 1,1% alors que la prévision antérieure était de 1,5%. Pour 2015, elle coupe sa prévision à 1,4% contre 1,7%. Pour 2016, elle donne actuellement 1,7%.

Bien évidemment, la BCE ne va pas reconnaître ses erreurs théoriques. La preuve est que Draghi a osé dire la semaine dernière après la publication d'une inflation de 0,7% en janvier (par rapport à il y a un an), Draghi a osé dire : « l'inflation va rester basse pendant un temps assez long mais il n'y a pas de déflation ». Cette affirmation de Draghi est normale, il ne va quand même pas reconnaître que sa politique est un échec. Echec confirmé par l'allure catastrophique de la courbe de création de crédit privé en Europe.

Une campagne est actuellement en cours du côté des Anglo-saxons pour faire pression sur l'Europe continentale afin qu'elle s'engage encore plus dans les politiques monétaires aventureuses. On va jusqu'à réclamer que la BCE se lance dans le Quantitative Easing, c'est-à-dire les achats de titres à long terme, ou même à ce qu'elle procède à des LTRO cappés, afin de permettre aux banques des pestiférés de financer leurs souverains. Les Anglo-saxons n'ont qu'une idée en tête, entretenir un niveau élevé de la mer des liquidités... chacun sait que les Anglais, n'est-ce pas, aiment s'assurer la maîtrise des mers, fussent-elles de liquidités.

Il est évident que les politiques monétaires sont un gigantesque échec. La disproportion entre les risques qui sont pris et les résultats obtenus fait se dresser les cheveux sur la tête. Toute personne qui viendrait de Sirius et qui observerait cette disproportion considérerait que nos élites financières sont

tombées sur la tête. Hélas, les dérives sont progressives et chaque fois que l'on franchit une nouvelle étape dans l'imbécilité, l'étape précédente devient la référence admise, sinon crédible. Les erreurs du passé deviennent en quelque sorte l'ancrage des erreurs futures. On s'habitue à « toujours plus ». Le jugement et les théories se remodelent au fur et à mesure que l'on s'enfonce dans l'inconnu.

La Cour allemande de Karlsruhe vient, semble-t-il, de tenter de mettre un frein aux expériences de Draghi. Elle a jugé que la BCE avait dépassé les limites de son mandat. Certains interprètent la décision de la GCC comme un tournant fondamental pour l'Europe. Ils considèrent que l'OMT de Draghi a perdu de sa crédibilité après cette décision. D'autres, comme le Français Benoît Cœuré, dit l'inverse : « le statut de l'OMT n'est pas changé... il est prêt à être utilisé ».

Pour notre part, nous ne prenons pas position, car nous considérons que l'Allemagne en général et les élites allemandes nous jouent la comédie du bon flic/mauvais flic, qu'ils nous servent la soupe soviétique des faucons et des colombes, bref qu'ils gèrent les opinions publiques européennes. A l'appui de notre interprétation, nous ferons remarquer que la German Constitutional Court n'a pas demandé un examen rapide de sa demande déposée auprès de la Cour Européenne de Justice, elle se contente de la procédure normale... procédure normale qui prendra au minimum... 16 mois.

Thatcher , Reagan , Crises Financière et Crises des Monnaies

Par The Wolf le 16/02/2014 • Par Charles Gave

Je ne sais pas si le fidèle lecteur de l'IDL l'a remarqué, mais il existe une espèce de « vulgate de Gauche » pour expliquer la crise monétaire et financière actuelle.

D'après les puissants penseurs qui la représente et qui semblent constituer en France une majorité de ce que Pompidou appelait la « classe jacassière », il faudrait aller rechercher l'origine de cette crise dans les actions abominables de Thatcher et Reagan visant à appauvrir le petit peuple travailleur au profit des ploutocrates... Cette vulgate, dont on trouve une expression presque parfaite dans des publications qui font honneur à l'intelligence Française, du

type l'Humanité ou le Monde Diplomatique se décline à peu près comme suit.

Thatcher et Reagan, lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir n'avaient qu'une idée: Faire baisser le niveau de vie du Peuple travailleur pour permettre l'enrichissement éhonté des Ploutocrates (ie le grand capital) qui les avaient placé au Pouvoir. Pour arriver à leurs fins, ces deux monstres d'égoïsme ont décidé de baisser les impôts, de déréglementer leurs économies tout en en privatisant des pans entiers. Leur but, avoué, était de faire repartir la croissance en faisant baisser le poids de l'Etat dans l'économie, tout en recentrant ce même Etat vers ses fonctions Régaliennes, Défense Nationale, Police, Justice, Diplomatie... Par exemple, lorsque Reagan fit sa première visite au Ministère des Affaires Etrangères, (surnommé *Foggy Bottom* par les spécialistes tant le personnel en était brouillardieux), il fit réunir tous les Directeurs pour leur faire un discours qui tenait en deux phrases: 1) *J'ai un plan pour régler la Guerre Froide* 2) *Ce plan est tout simple: Nous allons faire ce qu'il faut faire pour que nous gagnions cette guerre et que l'Union Soviétique la perde.*

Et il quitta la salle.

On imagine la consternation générale de tous ces esprits subtils devant tant de bêtise (Relire les grands articles de [Jean Daniel](#) ou ceux des Soviétologues du Monde de l'époque sur ce sujet est un grand motif de satisfaction...).

En ce qui concerne l'économie, la pensée était aussi simpliste et Reagan disait que la phrase la plus dangereuse à entendre pour tout Citoyen était « *Je viens de la part du Gouvernement, pour vous aider* ». Quant à Madame Thatcher, elle déclarait tranquillement devant la Chambre des Députés que « *le Socialisme ne durait que tant que l'Etat pouvait continuer à voler de l'argent aux citoyens productifs et que dès qu'il n'y en avait plus, il s'arrêtait* ». Et mes deux héros firent exactement ce qu'ils avaient dit qu'ils feraient, à la stupéfaction de tous les observateurs. Bien entendu, le succès tant diplomatique qu'économique fut au rendez-vous et l'une comme l'autre ne furent jamais battus lors des élections suivantes. Le Petit Peuple Travailleur, à chaque fois votait pour eux, au grand dam des «Oints du Seigneur», qui en tirèrent comme conclusion qu'il fallait cesser de faire voter le Peuple, comme on le voit chaque jour en Europe.

Il n'y a en effet pas le moindre doute que baisse des impôts,

déréglementations et privatisations donnent des résultats extrêmement favorables toujours et partout, comme les exemples du Canada et de la Suède l'ont montré depuis. Mais tout cela fait baisser le pouvoir des oints du Seigneur, ce qui est insupportable. Monsieur Reagan se retira dans son ranch en 1988, mission accomplie, et Madame Thatcher, devenue trop autoritaire fut débarquée par les hiérarques du Parti Conservateur en 1992, pour être remplacée par John Major qui gagna les élections suivantes...

L'un et l'autre ont donc disparu de la vie politique il y a plus de vingt ans. Attribuer la crise actuelle à leurs actions est donc complètement farfelu... De fait, la crise actuelle trouve sa source non pas dans la déréglementation de l'économie, mais dans une prise de contrôle de la monnaie, ce bien commun, par une classe technocratico/ financière de gauche, le but étant de retrouver le pouvoir que les reformes de Thatcher et Reagan leur avait fait perdre.

Mais avant d'aller plus loin, il nous faut traiter une évidence: Déréglementer la monnaie ou la privatiser est une absurdité.

La monnaie est un bien commun, constitutif de chaque Nation. On ne peut déréglementer quelque chose qui ne coute rien à produire et donc déréglementer la monnaie ce serait produire plus de monnaie, plus d'endettement, plus de spéculation, mais cela n'entraînerait en rien une augmentation de la richesse moyenne. Déréglementer ou privatiser les lignes aériennes ou la production de voitures, est intelligent. Déréglementer ou privatiser la monnaie est idiot. JAMAIS Thatcher ou Reagan n'auraient fait une telle ânerie. Toutes les déréglementations de la monnaie dans l'histoire se sont terminées par des désastres, toutes...

Le but de notre classe n'a donc pas été de privatiser ou de déréglementer la monnaie, mais bien d'en prendre le contrôle, ce qui n'est pas du tout la même chose... Et cette prise de contrôle de la monnaie tant en Grande Bretagne qu'aux USA ne fut pas du tout organisée par des forces « de Droite » mais bien par des forces « de Gauche », le parti Démocrate avec Clinton et le Parti Travailleuse avec l'ineffablement incompetent monsieur Brown.

Aux USA, les grandes banques d'affaires, puissamment représentées dans l'administration Clinton, après avoir beaucoup contribué (financièrement entre autres) à son élection étaient aux commandes. Ainsi Bob Rubin, ancien patron de Goldman Sachs étant ministre des finances, Goldman- Sachs, Morgan Stanley, etc. firent un « forcing » gigantesque pour que banques

d'affaires et banques de dépôts, qui étaient séparées depuis Roosevelt, puissent fusionner. Le « négociateur » pour Goldman Sachs ne fut autre que monsieur Paulson, qui devint ensuite le numéro un de Goldman avant d'être nommé Ministre des Finances US, cette fois par Monsieur Bush (qui n'a pas compris grand chose au film). Et c'était monsieur Rubin, plus gros actionnaire de Goldman -Sachs, alors même qu'il était Ministre des Finances qui donc était chargé de donner l'autorisation... à Goldman-Sachs. Vous avez dit « conflit d'intérêts »? Cette demande fut autorisée à la fin des années Clinton et dix ans après, comme l'on pouvait s'y attendre, nous avons une crise financière gigantesque qui est loin d'être finie. Ce même monsieur Rubin passa ensuite au conseil d'Administration de Citicorp, où il toucha plus de \$140 millions de dollars de bonus, avant que cette pauvre banque ne fasse quasiment faillite en 2007, en dépit de ses excellents conseils, je n'en doute pas. (Il n'a jamais rendu l'argent). Parallèlement, les élus Américains, surtout Démocrates mais pas exclusivement, tant au Sénat qu'à la chambre des Représentants se débrouillèrent pour essayer de prélever leur livre de chair sur ce système bancaire qui devenait corrompu, en faisant passer des lois qui forçaient les banques à prêter de l'argent à des pauvres gens pour qu'ils puissent s'acheter une maison alors même que tout le monde savait qu'ils seraient bien incapables de rembourser... (subprime).

Les responsabilités politiques sont donc immenses dans la crise de 2008, puisque les élus se sont crus autorisés à forcer les banques à prêter à des gens dont tout le monde savait qu'ils ne pourraient jamais rembourser. En fait, à la fin des années 90, aux USA, nous avons donc eu une véritable capture de la Monnaie, organisée de main de maître par une soi-disant élite, et cette capture a permis à cette ploutocratie technocratique de s'enrichir de façon éhontée.

En Grande Bretagne, monsieur Brown (le chancelier de l'Echiquier) décidait quant à lui de rendre la banque centrale indépendante (ce qui était une bonne idée), mais décidait aussi de lui retirer tous les pouvoirs qu'elle avait pour contrôler le système bancaire pour les confier à une agence ad hoc, le Ministère des Finances se gardant un pouvoir de supervision. Trois contrôleurs, c'est deux de trop, et les banquiers de s'en donner à cœur joie en partant du principe que si marchait c'était pour eux, si ça ne marchait pas, c'était pour le contribuable.

Or le capitalisme ne se justifie moralement que si le gain est la contrepartie d'un risque réel. Les banquiers ont en fait organisé avec l'aide des politiques un système de profits sans risques, c'est à dire un système qui est moralement répugnant. Une fois encore, nous constatons une dilution de la responsabilité éminente qu'avait l'Etat de surveiller la création et l'utilisation de ce bien commun qu'est l'argent.

Là encore , la Gauche est à la manœuvre, du début à la fin. Tout s'est passé comme si , à la fin des années 90, nous avons eu une prise de conscience par toute la gauche technocratique, orpheline depuis la chute de l'Union Soviétique, que leur pouvoir d'organiser nos vies allait être battu en brèche. Cette gauche technocratique, parfaitement représentée à l'intérieur des systèmes politiques a donc décidé de prendre le contrôle de la Monnaie, et c'est ce qui s'est passé aux USA, en Grande Bretagne et en Europe. Nous en avons un autre exemple parfait avec l'Euro, créé par Mitterrand, Delors, Trichet et consorts, tous hommes de gauche...

Et comme chaque fois que l'Etat prend le contrôle de quelque chose, la faillite a suivie.

Et comme chaque fois, les responsables nous disent que ces choses-là sont trop compliquées pour être comprises par les Citoyens et qu'il faut laisser faire les spécialistes, c'est à dire eux, qui nous mis dans la panade pour commencer. Ils ont peut-être raison, bien que je sois persuadé du contraire. Les Suisses, les Canadiens, les Suédois, les Australiens, les Néo-Zélandais... n'ont pas connu ce rezzou en rase campagne organisé par nos technocrates et se portent plutôt bien.

Mais en tout état de cause, expliquer que la crise actuelle a été causé par un excès de Libéralisme et en attribuer la responsabilité à Reagan ou Thatcher, alors même que le désastre a été créé par la capture de la Monnaie par une classe financière et technocratique de Gauche qui ne cherche qu'à servir ses propres intérêts me paraît être le comble de l'irresponsabilité.

Je veux bien me faire voler. Je ne veux pas qu'en plus, on me prenne pour un idiot.

Ce qui nous attend pour 2017 et au-delà si nous n'y prenons garde...

Par The Wolf le 15/02/2014 • Par Philippe Schneider *Visions et Perspectives 2020 / 9/2/2014*

J'ai attendu une année révolue de la présidence Hollande pour pouvoir poursuivre dans l'écriture des perspectives économiques et sociales initiées dans les billets précédents. Les annonces faites jusqu'à présent se sont révélées justes mais imprécises (dans leurs formes principalement) notamment la hausse des taux d'intérêts. Si j'avais vu la corrélation entre l'inflation sur les prix à la consommation dans la zone Euro par la hausse des matières premières (notamment fruits et légumes), je n'avais pas anticipé *la forme de la remontée de ces taux !*

Ma démarche n'était pas pour autant dénuée de rigueur à savoir qu'en vertu de la théorie néoclassique quand les prix montent, la machine doit être ralentie par une hausse des taux d'intérêts et une baisse de l'offre de monnaie: l'inflation est en effet par nature antisociale, elle nuit immédiatement aux plus démunis et tend à enrayer le profit par une augmentation des coûts de la main d'œuvre, celle-ci étant (toujours utile à rappeler!) ce qui constitue la base de la demande de consommation.

Pour mémoire après 2009 une énorme masse d'actifs financiers toxiques a submergé les marchés financiers en détruisant les actifs des méga-banques accumulés dans le courant des années 90s et déclenché une vague sans précédent depuis l'après-guerre de prêts/subventions/aides étatiques qui a eu pour seul effet de faire exploser les dettes de ces mêmes Etats !

Il était cependant encore possible dans ce contexte de faire quelque chose de raisonnable à savoir de remonter les taux de refinancement de la BCE pour d'une part lutter contre l'inflation continue par les coûts sur les matières premières et d'autre part mettre en place face à cette énorme demande de refinancement des banques une véritable digue contre tout risque de dépréciation monétaire (risques de nouvelles bulles spéculatives ou d'hyperinflation dans des économies au PIB stagnant) tout en poursuivant le financement des entreprises et des ménages ! La remontée des taux de la BCE c'était aussi en su l'avantage de faire baisser légèrement l'Euro et de donner quelque peu d'oxygène aux économies hors Allemagne (j'y reviendrai plus loin).

L'exact contraire a en fait été choisi par Draghi et ses complices!: à des taux obligataires élevés traduisant un risque accru, le refinancement par la BCE a été abaissé au quasi-nul faisant de celle-ci de facto une structure de défaisance autrement dit une Bad Bank ! Les banques vont dès lors récupérer des liquidités colossales mais insuffisantes(!) pour altérer la toxicité de leur bilan et se retrouver confrontées à l'alternative suivante: soit baisser les taux de prêts aux entreprises et ménages induisant une accentuation de l'inflation, une hausse de l'Euro et une détérioration des balances commerciales des autres Etats à l'exception de celle de l'Allemagne OU la quasi fermeture aux prêts enrayant l'inflation mais tirant l'Euro vers le bas !

Cette dernière solution fut donc adoptée représentant un point inédit dans le mépris porté aux solidarités nationales et dans la rapacité ultralibérale conduisant les méga-banques bon gré mal gré à assécher l'économie, ces dernières étant depuis le milieu des années 90s (soit donc au début de la globalisation) le seul relais à la déflation salariale et au ralentissement de l'économie mondiale.

Au-delà en effet de la baisse continue d'indices fondamentaux comme le « Baltic Dry Index », les banques avec la complicité des Etats en fournissant le crédit nécessaire à la baisse continue des revenus dans l'OCDE savent aussi que l'économie réelle est dans l'incapacité d'absorber une masse de liquidités bon marché sauf à porter atteinte à l'intégrité même de la monnaie (en l'occurrence l'Euro) !

L'oligarchie (le Système) en assumant donc la récession induite (et rapide), l'endettement exponentiel des Etats face aux baisses des rentrées fiscales et l'austérité idoine seule à même de redresser la baisse de ces mêmes rentrées fiscales !! La ligne de mire étant enfin claire à savoir la réduction des dépenses publiques (« There Is No Other Alternative ») et l'augmentation des marges des actionnaires (pour compenser la dépréciation tendancielle de l'Euro: si les prix baissent, l'Euro baisse !) par des exonérations diverses et variées (le fameux pacte de responsabilité du traître Hollande !), nous pouvons dès lors facilement tracer un schéma nous menant vers 2017 et au-delà.

1) Evolution Euro/USD

La dépréciation de l'Euro va améliorer la balance commerciale allemande sur les marchés hors zone Euro tout en baissant les marges des entreprises (mais

aussi le rythme des investissements en Dollar de l'oligarchie financière) ce qui aura pour effet majeur la poursuite de la réduction du « coût du travail » en clair la diminution des salaires en Allemagne et la fin quasi-définitive de l'âge d'or de sa classe moyenne!

Ce qui est aussi certain, c'est qu'un Euro même légèrement déprécié n'aura absolument aucun impact sur les autres économies de l'Euro-zone si ce n'est une nouvelle baisse des marges pour les entreprises exportatrices: en quoi en effet des prix baissiers avec des salaires baissiers et des balances commerciales déficitaires peuvent-ils changer l'état des choses?!!

Inversement les politiques, Hollande en tête, communiqueront sur l'amélioration infinitésimale du PIB !!: une légère embellie des exportations sur une baisse globale des importations sera toujours le signe pour eux d'un triomphe digne des 30 Glorieuses !

2) Maintien du commerce extérieur allemand

Pour reconstituer leurs marges, les entreprises allemandes vont premièrement poursuivre les baisses salariales et les délocalisations hors zone Euro à l'Est de l'Europe, Croatie en tête mais aussi Roumanie, Bulgarie et Ukraine bien sûr (ceci expliquant cela!).

La BCE va dans un second temps relever son taux directeur afin que les banques les plus solides reprêtent suffisamment redonnant une impulsion modérée au commerce intra européen mais surtout réappréciant l'Euro à son cours d'avant 2012.

3) La phase ultime de l'Euro

L'euro deviendra une monnaie commune de facto avec deux cours pivots : un officiel pour l'Allemagne qui sera en réalité l'Euro actuel et un officieux pour les autres Etats membre de l'Euro-zone arrimé au dollar US et dont le traité USA-UE constitue une préparation à ce qui permettra aux politiques de sortir par le haut en arguant que l'Euro est « capable de s'adapter » et « de se déprécier pour relancer nos économies ! » sauf que l'Euro à ce moment-là sera un dollar déguisé!!

L'avantage au final sera de donner du mou aux partisans de la sortie de l'Euro en leur faisant miroiter un retour à l'indépendance et à la dévaluation qui sera certes réelle mais contenu (en effet en quoi l'USD serait plus adapté aux économies françaises, italiennes ou grecques que l'Euro ?!!). Tout ceci

permettra aux banques allemandes (incluant la zone d'influence : Pologne, Hongrie, Slovénie, Croatie) d'acheter un maximum d'actifs tout en minimisant les pertes immobilières du passage en Dollar dans l'immobilier « prime » en France ou en Italie par exemple.

4) Poursuite en Europe de l'intégration bancaire

La titrisation sera poursuivie tout simplement parce que les banques n'ont plus que les marchés de dérivés comme sources de profits, dérivés d'ailleurs alimentés par les bulles spéculatives elles-mêmes alimentées par les Quantitative Easings (QE) de la FED (pas près de s'arrêter, juste au mieux de se ralentir !). Il y aura donc de plus en plus de collatéraux faibles et de crises multiples (on le voit arriver avec les BRICS) d'où la nécessité de s'assurer l'aide éventuelle des Etats membres. Une série de « stop and go » en quelque sorte nous attend (voir chapitre suivant)!

5) Assainissement à marche forcée des Etats de la zone Euro

La lutte contre la dette excessive et les déficits publics vont contraindre les Etats à baisser leurs dépenses et poursuivre l'austérité ce qui aura pour conséquence d'engendrer encore plus d'austérité et de diminuer encore plus les dépenses !, « Stratégie du Choc » oblige (cf le fabuleux ouvrage de Naomi Klein du même nom)!: l'UE poursuivra donc la création de structures ad-hoc à l'image du MES le but ultime étant au final de piller les patrimoines privées (voir ce qui s'est passé à Chypres ou les recommandations du FMI).

6) Rapprochement et intégration des marchés européens et américains

visant d'une part à démanteler les marchés protégés à l'instar de celui de la SNCF en France et d'autre part à favoriser les rapprochements capitalistiques des grands groupes, banques incluses (accessoirement à fluidifier les marchés du travail nationaux !).

7) Les USA

- Consolidations du secteur militaro-industriel, des secteurs de pointes (nano-techno/bio-techno/génétique/intelligence artificielle), de l'« entertainment » (cinéma 3D ; réseaux sociaux), des produits financiers, des matières premières. Maintien in fine d'un USD stable à long terme et volatil à court terme via QEs réguliers.

- Poursuite de l'abandon des secteurs de basse et moyenne gamme tels que l'automobile, l'habillement, etc au profit de l'UE et des BRICS.

- Fin de l'alimentation en prêts de l'économie réelle à l'image de ce qui se passe dans l'Euro-zone. Reconstitution des bilans des banques US par le financement des secteurs de pointe dont les débouchés restent la possibilité pour les USA d'être *le premier fournisseur mondial*, l'avenir n'étant pas pour eux dans les produits finis mais dans les composants (nano/bio/hi-tech), les matières premières et agricoles (OGM notamment), l'industrie culturelle et la titrisation.

- Poursuite des bulles spéculatives dans les BRICS par l'effet collatéral des QEs et « containment » par des structures ad-hoc.

8) émergence de zones monétaires

- EURO/USD

- zone Rouble

- zone Yuan

- Zone Amérique Latine

Quid des monnaies isolées telles que le Yen, le Dollar australien, la Livre Sterling et le Franc Suisse. Absorption ou refuges ?

Quelques soit les résultats des élections européennes, cela ne changera rien pour François Hollande. Il pourra même ressortir gagnant d'une éventuelle cohabitation avec soit l'UMP (forte chance) soit avec le FN (faible chance).

L'enjeu et donc la prise de conscience anti – Système sera l'élection de 2017, l'unique porte de sortie de l'enfer visé plus haut. Je reconnais que je ne me mouille pas trop mais bon, il suffit de voir actuellement les sondages pour voir que les idées anti-systèmes progressent difficilement et pas souvent dans le bon sens (cf Dieudonné, Soral, etc) ! Quoiqu'il en soit il ne s'agit ni plus ni moins de la reconstitution de la vie politique française avec une ligne de démarcation passant par le communautarisme et l'ultralibéralisme soit d'un côté le PS et l'UMP et de l'autre le FN (je mets de côté le Front de Gauche pris dans ses contradictions entre un discours antilibéral et son acceptation de la division sociale par l'Islam et autres revendications multiculturelles). Le rassemblement autour de la souveraineté nationale signifiera aussi de sortir de l'Euro et des traités constitutifs de l'UE.

Les tempêtes sont naturelles...

Patrick Reymond Lundi 17 février 2014

Par contre, ne sont guère naturelle les constructions qui se sont faites n'importe où et qui ont largement débordés, de tous côtés, dans les plaines inondables, sur les coteaux mal fixés, bref, partout, où avant d'être devenu cons à cause du pétrole, et de la manne de l'immobilier, on se gardait bien de construire.

Comme on nous demandera de payer pour l'inondation inéluctable de la région parisienne, à moins que cela n'amène à l'effondrement du système.



Voilà une carte postale, aux alentours de 1900. C'est le marché de la place du Plot, au Puy.

On voit l'entassement. (Merci à la société d'histoire).

Dans certaines autres villes, c'étaient les cimetières qui étaient de la taille d'un timbre poste.

Le 300 M2 + piscine + 3 garages n'était pas devenu la norme, et le rebelle est celui, qui, comme moi, n'a pas jugé bon de dépenser 30 000 euros pour la piscine.

Tout cela prend de la place. Mais la seule place qu'on ne nous disputera pas, c'est celle du trou dans le sol.

Un fauteuil dans le sens de l'histoire

Posté le 16 février 2014 par Bcolmant



La question de la plongée en déflation de la zone euro est très sensible politiquement, surtout à l'approche des élections européennes.

Certains annoncent la déflation, d'autres considèrent que le risque en est éloigné.

D'aucuns qui n'ont pas voulu l'inflation écartent désormais les risques déflationnistes.

On peut, bien sûr, être un censeur qui met son fauteuil dans le sens de l'histoire.

On peut, de manière détachée, être dans la résignation des évolutions avec un détachement emprunté aux âmes qui se désintéressent des choses contemporaines.

On peut aussi se mettre toujours du côté des décideurs, ou plutôt, des choses décidées par d'autres.

On peut même s'accommoder de tout, dans la banalisation du constat et dans une économie dépouillée de cadre politique.

On peut, par exemple, réduire à l'état de froide statistique un taux de chômage des jeunes de 25 % dans la zone euro et de 60 % dans certains pays tout en recommandant l'austérité.

On peut aussi dire que tout va bien quand le taux de croissance s'effondre dans certains pays faibles et que la pauvreté s'installe dans un continent qui semble à la dérive.

On peut dire tout cela, mais on peut aussi confronter.

La véritable question est de savoir si l'euro, qui est une devise alignée sur la discipline allemande, n'est pas une monnaie génétiquement déflationniste, en ce qu'elle est accompagnée d'une politique budgétaire austère et une gestion ascétique (je devrais écrire luthérienne) de la monnaie.

A partir du moment où, au moment d'un immense choc économique, seules des politiques de retour à l'équilibre budgétaire et de contrôle de l'inflation prévalent, la zone euro n'est-elle pas dans une prédisposition naturelle à la déflation ?

La question est aussi de savoir si le retour à l'équilibre budgétaire et la marche forcée vers le désendettement public sont de bonnes choses dans les difficultés contemporaines?

La question est aussi de savoir ce que représente précisément une dévaluation interne, alors qu'elle est la négation de ce que l'euro était censé avoir empêché, par sa propre existence qui interdit la dévaluation.

Quel sera l'aboutissement de cette situation, sachant que j'ai peut-être....tout faux.

Plus on avance moins vite, moins on progresse plus lentement et plus c'est moins cher !

Joana Pimenta, le 16 février 2014 Qui perd gagne

Le surlendemain de la veille est déjà là et à la vitesse où l'on progresse le futur sera bientôt derrière nous !

Cliquer sur l'image pour avoir une autre approche de la bourse



En 1991, votre iPhone 5 S aurait coûté la modique somme de

2,6 millions d'euros

Aujourd'hui, les iPhones sont des téléphones très répandus. Pourtant, il faut bien se rendre compte qu'il aurait été tout simplement impossible il y a vingt ans d'avoir une telle technologie ! D'ailleurs, un journaliste a cherché à déterminer combien ces petites merveilles auraient coûté en 1991 et le résultat est plutôt choquant : pas moins de 2,6 millions d'euros ! DGS revient sur cette évaluation.

C'est au blogueur Bret Swanson du site TechPolicyDaily que nous devons cette évaluation pour le moins étonnante ! Pour la réaliser, il a tout simplement comparé l'évolution des coûts de production et des différents composants d'un iPhone 5S actuel, entre 1991 et aujourd'hui. Il précise néanmoins que dans ses calculs, il ne compte pas le coût de l'appareil photo, des applications ou encore du système d'exploitation.

Combien aurait coûté le processeur ?

Alors qu'à l'heure actuelle le processeur du iPhone 5S produit 20,5 millions d'instructions par seconde, en 1991, un PC qui utilisait un microprocesseur 80486SX de l'époque envoyait jusqu'à 16,5 millions d'instructions par seconde et aurait coûté 3 000 dollars (environ 2200 euros). Brett indique ainsi : « *En 1991, le prix par MIPS était de l'ordre de 30 dollars. Donc 20 500 MIPS de 1991 aurait coûté environ 620 000 dollars* », soit environ 450 000 euros.

Combien aurait coûté la mémoire ?

Il y a une vingtaine d'années, un disque dur d'1Go coûtait environ 10 000 dollars (7300 euros) alors qu'actuellement, il ne coûte que 4 cents. De plus, 1Go de mémoire flash, ce qu'utilise l'iPhone, aurait coûté à l'époque 45 000 dollars (environ 33 000 euros) alors qu'aujourd'hui, son prix est de 55 cents. Le dernier modèle de la marque à 32Go représente alors 45 000 dollars multiplié par 32Go, ce qui nous donne un total de 1,44 millions de dollars (environ 1 million d'euros).

Combien aurait coûté la communication ?

Pour une communication de base à l'époque, une connexion téléphonique coûtait 100 dollars par kilobits/s... Aujourd'hui, l'iPhone monte jusqu'à 15 Mb/s, ce qui représente une jolie somme de 1,5 millions de dollars (environ 1,1 million d'euros) il y a une vingtaines d'années !

Jamais nous n'aurions imaginé que l'iPhone 5S, qui est quand même encore

très cher à l'heure d'aujourd'hui, aurait coûté 2,6 millions d'euros en 1991. Pas sûr que beaucoup de personnes l'auraient acheté à l'époque. Il faut également penser au fait qu'il aurait été tout simplement impossible de produire une technologie équivalente il y a vingtaine d'années... Ca nous fait d'ailleurs réaliser à quel point le progrès industriel évolue à une allure folle !

Propagande : "Croissance : les bonnes nouvelles de l'Insee"

Aux infos du Nain lundi 17 février 2014

Croissance : les bonnes nouvelles de l'Insee **Le JDD, 14/02/2014**

La croissance économique en France a été de 0,3% en 2013, une bonne surprise marquée en fin d'année par un rebond espéré depuis longtemps de l'investissement et un soutien du commerce extérieur.

J'ai pris cet article là, mais c'est grosso modo le même son de cloche partout...

Sauf que voila...

La population française croît de 0,5% par an.

En dessous de 0,5% de croissance, le PIB par habitant diminue.

Rajoutez à ça la sous estimation systématique de l'inflation d'1 à 2% (cf Chris Martenson et Fuzzy Numbers : hedonics, imputations, matières premières retirées, etc etc) qui sur estime la croissance d'autant, et vous avez la réalité de l'évolution du pouvoir d'achat, que j'estime pour ma part sur une tendance de -1 à -2% par an (sur 20 ans, ça fait -25%).

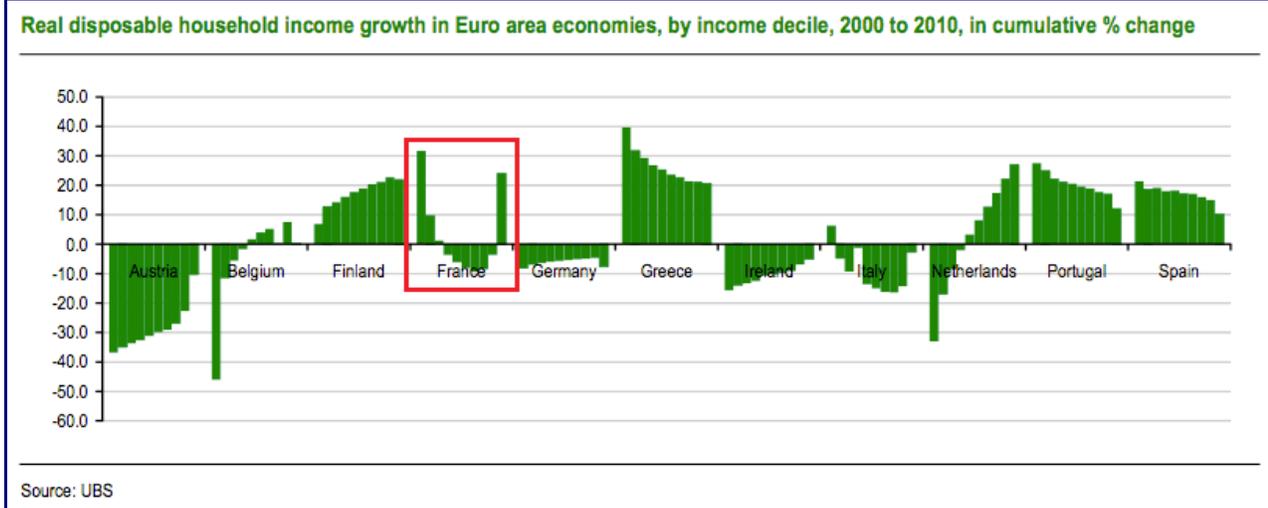
Cette lecture systématique par la croissance et non la croissance par habitant est particulièrement parlante.

Ça signifie très clairement que le pouvoir n'en a rien à foutre du bien-être des habitants. La seule chose qui l'intéresse, c'est le flux global ponctionnable de travail salarié/consommation marchande, qui assure le versement des rentes aux clientèles diverses, le paiement de la dette et le

maintien à flot du système bancaire.

Quant à vous, misérables gueux qui allez bosser tous les jours, vous êtes au mieux une tomate hors-sol que tous ces hommes "éclairés" au pouvoir cultivent, pour en extraire le jus primordial de la substantifique rente...

Cette lecture est d'ailleurs validée par ce graphique d'UBS déjà plusieurs fois posté, montrant l'évolution du pouvoir d'achat dans chaque pays de la zone euro, par décile de population, entre 2000 et 2010. Le cas de la France, très spécifique, est particulièrement parlant, où on voit bien que l'élite babélique, rentière et illégitime, s'est alliée au décile le plus pauvre du lumpen prolétariat babélicien de l'immigration-la-chance qu'elle importe massivement, pour dépouiller les couches moyennes :



Et ça, c'est avec les chiffres officiels d'inflation...